

DÉPARTEMENT DE GÉRONTOLOGIE
Faculté des lettres et sciences humaines
Université de Sherbrooke

**LES LEVIERS ET FREINS À LA COHABITATION INTERGÉNÉRATIONNELLE
CHEZ LES ORGANISMES D'HABITATIONS PARTAGÉES AU QUÉBEC**

par Laïla Audette, B. Ps.

Mémoire présenté à la Faculté des lettres et des sciences humaines en vue de l'obtention du
grade de maitre ès arts (M.A) en gérontologie

Sherbrooke, Québec, Canada

NOVEMBRE 2020

Composition du jury

Titre du mémoire : Les leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle vécus par les
organismes d'habitation partagée au Québec

Ce mémoire a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :

Professeure SUZANNE GARON, Ph. D.
Directrice de recherche

Professeur JEAN-CLAUDE COALLIER, Ph. D.
Évaluateur

Professeure associée MÉLISA AUDET, Ph. D.
Évaluatrice

Remerciements

Dans un premier temps, j'aimerais remercier ma directrice de recherche, Professeure Suzanne Garon pour son implication dans mon projet de mémoire. Nous avons connu plusieurs moments d'adaptations et de remise en question. Devant ces défis, Suzanne m'a conseillée et montré sa disponibilité pour mes questionnements et m'a aidée à développer ma pensée critique. Outre, l'accompagnement académique, Suzanne m'a reflété qu'une maîtrise n'est pas seulement une épreuve académique, mais un grand travail sur soi où l'on apprend autant, sinon plus, sur nos traits de caractère, nos habiletés et sur nos motivations que sur notre projet de recherche. Merci Suzanne de m'avoir fait confiance et de m'avoir laissé explorer durant cette recherche.

Je souhaite également remercier le jury ayant évalué mon mémoire de recherche, soit le professeur Jean-Claude Coallier ainsi que la professeure associée Mélisa Audet.

L'équipe MADA a également tout mon respect et ma reconnaissance. Malgré mes brèves présences à mon bureau, ce fut un plaisir de croiser mes collègues et d'échanger conseils et encouragements. Je vous souhaite tout le succès possible dans vos projets et je suis fière d'avoir été dans une équipe qui brille par son intelligence, sa rigueur et son humanité. Une mention spéciale à Mme Anne Veil qui m'a offert son aide, ses encouragements et son expertise à plusieurs reprises durant mon parcours.

Un grand merci à ma mère (Sylvie), mes deux frères (Yacine et Mathieu), ma grand-mère (Monique) et au reste de ma famille pour leur support moral et leurs mots rassurants. Dans les moments de doutes ou de fatigue, j'ai toujours pu compter sur ma famille pour me rappeler d'où je viens et où je désire aller. Je suis fière de provenir d'une famille où la persévérance, le dépassement de soi et l'entraide sont des valeurs aussi importantes. Merci pour tout.

À mes amis. Depuis notre enfance, Marianne, Éliane et Raphaëlle, nous restons impliquées dans nos expériences, dans nos rêves, dans nos réalisations et dans nos échecs et on ne s'est jamais lâchées. Merci pour tous les fous rires, les soirées qui permettent de décrocher et votre soutien. Je veux également remercier Véronique, Marifilip et tout mon groupe d'amis du secondaire. Nous nous suivons depuis Jean de la Mennais et vous êtes tous devenus des individus accomplis, ambitieux et avec des parcours inspirants. À notre façon, nous nous sommes tous encouragés à devenir la meilleure version de nous-mêmes.

Je tiens également à accorder quelques mots à mon conjoint, Gabriel. Sur la fin de mon parcours à la maîtrise, tu as su comment m'accorder ton support lors de discussions, à des moments où le temps se faisait rare. Merci pour ton aide, d'être mon partenaire dans tous les défis de la vie.

À tous, un énorme merci.

Laïla Audette

Résumé

Introduction Ce mémoire traite de l'importance de questionner des alternatives d'habitation afin de répondre au défi démographique et aux besoins des populations âgées vulnérables. Les organismes ou programmes œuvrant dans la cohabitation intergénérationnelle trouvent alors toute leur pertinence en tant que ressource afin de réduire les conséquences de l'isolement social chez les aînés, en favorisant la solidarité entre générations, en augmentant l'offre de logement et en répondant à la perte d'autonomie chez les aînés. Toutefois, ce type d'habitation est encore peu développé au Québec et l'état actuel des connaissances nécessite plus de recherche quant aux leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle que vivent les organismes lors de la mise en œuvre de telles initiatives. **Méthodologie** Cette recherche descriptive qualitative a bénéficié de l'utilisation de plusieurs méthodes de collecte de données dans le but de fournir des éléments de contexte aux phénomènes étudiés, soit l'isolement social vécu par les aînés et la cohabitation intergénérationnelle. Les principales sources de données sont les neuf entrevues semi-directives réalisées avec des responsables/directeurs ou directrices d'organisme d'habitation partagée ou d'organismes partenaires et leurs documents connexes. Le modèle d'intervention multifactoriel basé sur le vieillissement actif (proposé par MADA-QC) permet l'analyse des thèmes. **Résultats** Le fait que la cohabitation intergénérationnelle ne soit pas intégrée dans la culture québécoise représente un défi de taille pour les organismes qui mettent des efforts pour faire connaître leurs services de cohabitation intergénérationnelle, lesquels répondent à plusieurs besoins sociaux : briser l'isolement chez des personnes vulnérables, maintien à domicile des aînés, support aux étudiants dans leurs finances, etc. L'un des principaux défis est de rejoindre la population via différentes activités de promotion et d'ensuite convaincre que cette pratique d'habitation est sécuritaire, bénéfique pour toutes les parties et qu'il y a une expérience enrichissante de partage humain qui découle de la cohabitation intergénérationnelle. **Discussion** Les résultats de cette recherche indiquent qu'il y a une nécessité à former un réseau sur la question intergénérationnelle au Québec pour soutenir de façon formelle et durable les organismes qui mettent sur pied des initiatives répondant à plusieurs besoins dans la population, tant chez les aînés que chez les individus de générations différentes.

Mots-clés : aînés, intergénérationnel, habitation, logement, habitations alternatives, cohabitation intergénérationnelle, organismes communautaires

Abstract

Introduction This thesis deals with the importance of questioning alternative housing in order to meet the demographic challenge and the needs of vulnerable elderly populations. Organizations or programs working in intergenerational cohabitation then find all their relevance as a resource in order to reduce the consequences of social isolation among the elderly, by promoting solidarity between generations, by increasing the supply of housing and by responding to loss of autonomy in the elderly. However, this type of housing is still underdeveloped in Quebec and the current state of knowledge requires more research on the levers and brakes on intergenerational cohabitation experienced by organizations during the implementation of such initiatives.

Methodology This qualitative descriptive research benefited from the use of several methods of data collection in order to provide elements of context to the phenomena studied, namely the social isolation experienced by seniors and intergenerational cohabitation. The main sources of data are the nine semi-structured interviews with managers of shared housing organizations or partner organizations and their related documents. The multifactorial intervention model based on active aging (proposed by MADA-QC) allows the analysis of the themes.

Results The fact that intergenerational cohabitation is not integrated into Quebec culture represents a major challenge for organizations that are making efforts to publicize their intergenerational cohabitation services, which meet several social needs: break isolation among people. vulnerable, home support for seniors, support for students in their finances, etc. One of the main challenges is to reach out to the population through various promotional activities and then convince them that this housing practice is safe, beneficial for all parties and that there is an enriching experience of human sharing that comes from intergenerational cohabitation.

Discussion The results of this research indicate that there is a need to form a network on the intergenerational issue in Quebec to formally and sustainably support organizations that set up initiatives that meet several needs in the population, both among seniors than in individuals of different generations.

Keywords : older persons, intergenerational, housing, housing, alternative housing, intergenerational cohabitation, community organizations

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	11
---------------------------	-----------

CHAPITRE I - Problématique et recension des écrits 14

1. Problématique	15
1.1 Vieillissement de la population.....	15
1.2 Les différents déterminants sociaux de la santé	17
1.3 Environnement bâti et l'habitation au Québec.....	19
1.4 Isolement social.....	23
2. Recension des écrits	27
2.2 L'importance de l'habitation chez les aînés	27
2.3 Contexte d'émergence d'habitation partagée	29
2.4 Types de cohabitations intergénérationnelles et terminologies.....	30
2.5 Les enjeux	36
2.6 Questions de recherche	40

CHAPITRE II - Cadre conceptuel 41

1. Modèle écologique.....	42
1.1 Modèle du vieillissement actif MADA	43
2. Définitions : Génération, intergénérationnel et multigénérationnel	45
3. La solidarité intergénérationnelle.....	46
4. Objectifs de recherche.....	48

CHAPITRE III - Méthodologie 49

1. Adaptation au devis initial	50
2. Étude descriptive qualitative	53

3. Sélection des participants	53
4. Durée de l'étude.....	55
5. Méthodes de collecte des données	56
5.1 Entrevues semi-directives	56
5.2 Documents	57
6. Analyses.....	58
7. Considérations éthiques	60

CHAPITRE III - Résultats et discussion..... 62

1. Analyses thématiques.....	64
1.1 Les aspects individuels.....	64
1.1.1 Les difficultés à rejoindre les aînés	67
1.1.2 Et les hommes?	68
1.2 Contexte de crise et émergence de projets	69
1.3 La nécessité d'un réseau entre organismes	72
1.4 Le rôle des ministères	75
1.4.1 L'apport des organismes partenaires	78
1.5 Le financement.....	83
1.5.1 Les ressources	86
1.5.2 La promotion du projet	89
1.5.3 La crédibilité de l'organisme	91
2. Liens avec le modèle conceptuel MADA	92
3. Discussion	97
3.1 Développement d'une approche globale de l'intergénérationnel	97
3.2 La pertinence du développement des projets intergénérationnels.....	99

Conclusion..... 102

	8
Références	106
ANNEXE I : Approbation éthique finale.....	112
ANNEXE I : Grille d'entrevue semi-structurée	113
ANNEXE II : Formulaire de consentement.....	115

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Codes et titres professionnels des participants

Tableau 2 : Sommaire des leviers et freins

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Carte de la santé et de ses déterminants

Figure 2 : Une typologie de l'habitat citoyen et solidaire dans la vieillesse

Figure 3 : Modèle du vieillissement actif MADA

Figure 4 : Les silos

Figure 5 : Le problème du financement

Figure 6 : Modèle écologique des organismes d'habitation partagée

Introduction

Plusieurs réflexions en lien avec le vieillissement de la population ont menés à la réalisation de ce mémoire. En effet, la société connaît un vieillissement de la population et il est nécessaire de se pencher de façon collective sur les impacts, tant positifs que négatifs, de cette réalité. Au Québec, des enjeux relatifs au système de santé et de services sociaux, à la sphère économique ou de l'habitation sont au cœur de plusieurs recherches. Ce dernier thème est d'ailleurs la pièce maîtresse de ce mémoire, lequel explore les propositions actuelles d'habitation pour les aînés afin de répondre aux besoins grandissants. Cette recherche contribue également à la réflexion sur quant à la perte d'autonomie chez les aînés, dont 85 % souhaitent continuer à habiter chez eux et dans leur communauté (Le Conseil national des aînés, 2014). Les organismes ou programmes œuvrant dans la cohabitation intergénérationnelle trouvent alors toute leur pertinence en tant que ressources afin de réduire les conséquences de l'isolement social chez les aînés, en favorisant la solidarité entre générations, en augmentant l'offre de logement et en répondant à la perte d'autonomie chez les aînés.

Comme il en sera question dans ce mémoire, ce type d'habitation est encore peu développé au Québec et l'état actuel des connaissances nécessite plus de recherche quant aux leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle que vivent les organismes lors de la mise en œuvre de telles initiatives. La pertinence de cette recherche s'explique par la nécessité de documenter les conditions dans lesquelles se développent des services de cohabitation intergénérationnelle selon la perspective des organismes d'habitations partagées. Ces organismes ont construit leurs services d'habitations partagées pour répondre aux besoins des aînés qui font partie de leur communauté. Ailleurs dans le monde, ce type d'habitation est bien établi, mais au Québec,

certaines dispositions font que des organismes réussissent à offrir leurs services tandis que d'autres ferment leurs portes. Il est donc pertinent de documenter plusieurs aspects de ces initiatives afin de permettre un partage des connaissances dont les organismes qui veulent développer de tels services pourraient bénéficier.

Ce mémoire de recherche est composé de trois parties principales. La première partie comporte la problématique ainsi que la recension des écrits. La problématique présente des données concernant le vieillissement dans le monde ainsi que les différents déterminants de la santé, dont le logement, car il a une influence sur le bien-être des aînés. Cette section détaille l'importance de l'environnement bâti et présente des données sur l'isolement social, car ce sont des concepts au cœur de l'émergence des habitations intergénérationnelles. Quant à elle, la recension des écrits présente une nuance entre les termes comportant « génération » afin de circonscrire le terme « intergénérationnel ». Les différentes typologies et terminologies de la cohabitation intergénérationnelle y sont ensuite distinguées selon leur vocation, la population cible, leur contexte d'apparition, etc. Cette section se clôt avec les enjeux associés à la cohabitation intergénérationnelle (liens intergénérationnels, environnements physiques et sociaux, offre de services, bénéfices sociaux et économiques).

La deuxième section traite de la structure méthodologique employée afin de répondre aux questions de recherche ainsi qu'aux objectifs de recherche relatifs aux leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle vécus par les organismes d'habitation partagée au Québec. Le cadre conceptuel utilisé dans cette recherche (modèle du vieillissement actif MADA) y est

également présenté. Cette partie détaille le développement de la recherche, les adaptations nécessaires au devis initial et explique le choix du devis de recherche descriptif qualitatif. La sélection des participants, la durée de l'étude ainsi que les méthodes de collectes de données sont présentées. L'analyse thématique a été préconisée et les principales données analysées proviennent des verbatim des entrevues semi-dirigées avec les organismes d'habitation partagée. Cette section aborde également les considérations éthiques entreprises pour respecter les normes éthiques de recherche qualitative.

La dernière section de ce mémoire présente les résultats de cette recherche ainsi que la discussion. Les analyses thématiques proviennent principalement de neuf entrevues réalisées auprès d'acteurs (directrices, directeurs et responsables) de différents milieux (communautaires, privés et de l'entrepreneuriat). Ces données sont complétées par les informations présentes dans divers documents relatifs aux organismes (site web, brochures, éléments de promotion, etc.). Grâce à l'analyse de ces données, des concepts essentiels à la compréhension des leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle au Québec ont émergé. Les aspects individuels, le contexte de crise, la nécessité de réseaux entre les organismes, le rôle du gouvernement ainsi que le financement sont tous des concepts centraux à cette recherche. La discussion présente finalement la nécessité d'une approche globale de l'intergénérationnel ainsi que les éléments clés au développement de projets à visée intergénérationnelle.

CHAPITRE I - Problématique et recension des écrits

1. Problématique

1.1 Vieillissement de la population

Le vieillissement de la population est une réalité à laquelle plusieurs pays font actuellement face et qui nécessite des adaptations imminentes. Par adaptation, il est question de faire des démarches sociétales « en matière de prévention de la perte d'autonomie, afin d'avoir une action plus efficace et une réponse adaptée à la réalité du terrain » (Agence régionale de santé, 2016, p. 24). Les statistiques présentées dans cette section sont déclinées afin d'établir le portrait de la situation mondiale, nationale et régionale. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) prévoit qu'à l'échelle planétaire, d'ici 2050, le nombre de personnes âgées double (OMS, 2018). Le vieillissement ayant débuté dans les pays développés, les pays intermédiaires ou en voie de développement sont maintenant touchés par ce phénomène. Les différents changements démographiques entraînent des enjeux et des questionnements quant à notre avenir en tant que société et il est primordial de repenser les sphères et les instances sociétales pour favoriser l'adaptation au vieillissement de la population. L'OMS met l'accent sur la diversité des expériences et des besoins des personnes âgées et sur le fait qu'il soit impératif de changer la façon de concevoir le vieillissement (OMS, 2018). En effet, d'ici 2050, il y aura un grand nombre d'aînés qui perdront leur autonomie (quatre fois le nombre actuel de personnes âgées) et qui nécessiteront une prise en charge importante du fait qu'ils vivent maintenant jusqu'à un âge très avancé, c'est-à-dire plus de 80 ou 90 ans (OMS, 2018). Avec cette réalité, les problématiques de santé mentale ou physique entraînent des limitations fonctionnelles et les aînés qui vivent seuls font face à d'autres difficultés quant à leurs tâches de la vie quotidienne et leurs soins requis (OMS, 2018).

Selon la tendance actuelle au Canada, au cours de 20 prochaines années, la proportion de la population âgée de 65 ans et plus va atteindre 23 % à 25 % de la population totale représentant plus de 10 millions canadiens (ÉLCV, 2018). En termes démographiques, le vieillissement de la population signifie que 15 % ou plus de la population est âgée de 65 ans et plus. Entre 1971 et 2017, le pourcentage des personnes âgées de 65 ans et plus est passé de 6,8 % à 18,5 % et atteindrait un pourcentage de 28 % en 2061 si la tendance se maintient (ISQ, 2018).

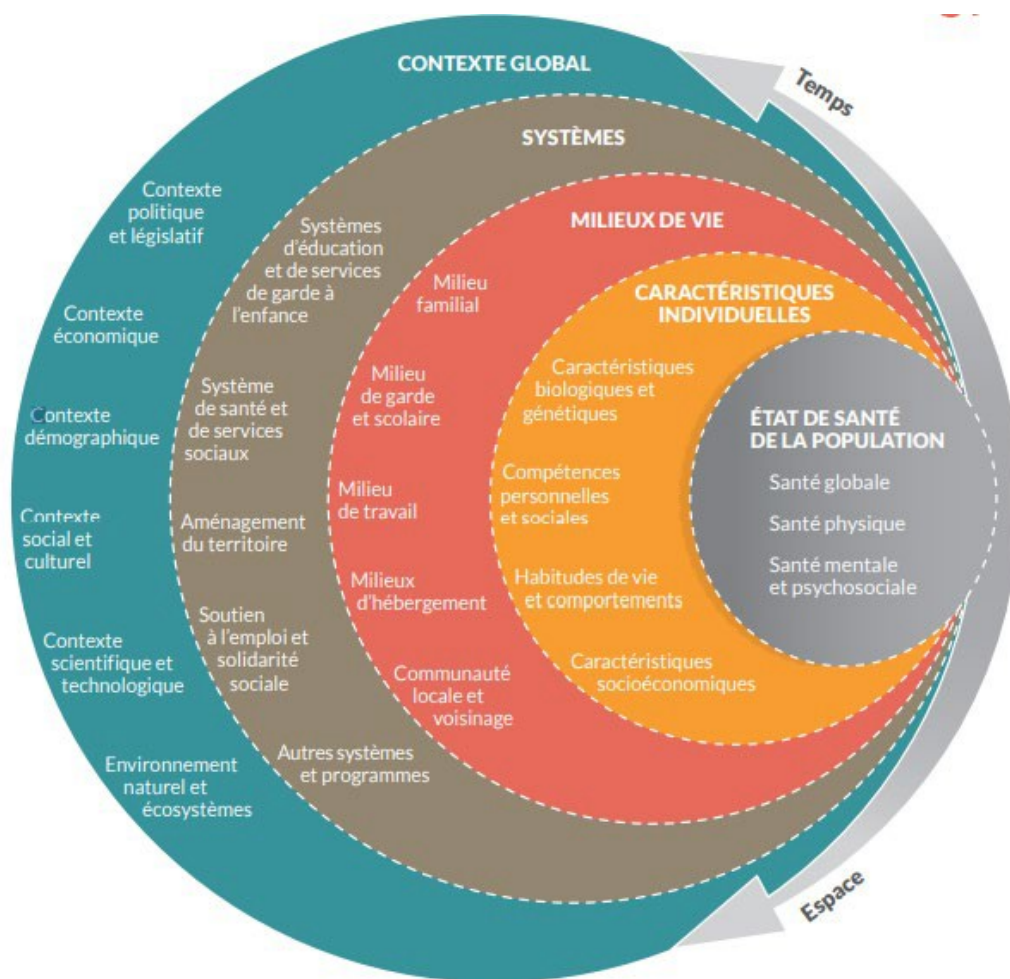
Au Québec, une majeure contribution de cette hausse de la population aînée provient de la génération des babyboumeurs qui constituent désormais la tranche d'âge de 65 ans et plus. Effectivement, ces derniers, nés entre 1946 et 1966, atteignent présentement (ou dans un futur proche) l'âge de la retraite. Plusieurs conséquences sociales et économiques sont ainsi attendues dans les domaines de l'éducation, du travail, de la retraite et de la santé (ISQ, 2017). Complémentaire à ce babyboom, la baisse du taux de natalité devient une autre cause du vieillissement de la population. Malgré une hausse de naissances dans les dernières années, l'indice de fécondité des femmes québécoises est actuellement encore sous le seuil du renouvellement des générations, lequel est situé à 2.1 pour les pays développés (ISQ, 2017). Un troisième facteur est l'amélioration des conditions de vie depuis les dernières décennies qui se sont traduites par l'augmentation de l'espérance de vie. Au Québec, selon des données de 2014, les femmes atteignent en moyenne un âge de 84,1 ans tandis que les hommes atteignent un âge moyen de 80,2 ans (VADA-Québec, 2014). Selon les projections de l'ISQ, l'espérance de vie des femmes et des hommes devrait atteindre, respectivement, une moyenne de 89,0 ans et un âge moyen de 85,5 ans (VADA-Québec, 2014).

Le portrait des personnes âgées est très diversifié et témoigne de différentes caractéristiques socioéconomiques au sein des aînés, certains d'entre eux vivant des conditions de vie prédisposant à la vulnérabilité. Une partie de la population est donc composée d'individus vivant seuls, d'immigrants, de personnes avec des problématiques graves de santé, d'Autochtones, etc. et leurs besoins doivent être connus des instances publiques (Statistique Canada, 2014). Il est donc essentiel que des politiques et des mesures soient mises en place afin d'inclure la perspective des aînés dans les actions des différentes sphères de la société. Un travail de sensibilisation vis-à-vis des programmes nationaux pour contrer l'âgisme est d'ailleurs une avenue afin d'assurer le respect des besoins fondamentaux des aînés. En effet, l'augmentation de cette proportion d'aînés est associée à des représentations sociales négatives liées aux pertes et déclin qu'entraîne l'âge. Pourtant, l'apport des personnes âgées est alors important à considérer concernant la vie collective, car ils représentent une proportion significative de la population et ces préjugés ne tiennent pas compte de l'intérêt des aînés à demeurer actifs et mobilisés dans la communauté (Beaulieu et Crevier, 2013).

1.2 Les différents déterminants de la santé

Définis comme tous les facteurs influençant l'état de santé des populations, les déterminants de la santé sont liés aux conditions de vie, aux environnements et aux comportements individuels et collectifs (INSPQ, 2017). Ainsi, l'état de santé de la population (santé globale, physique, mentale et psychosociale) peut être déterminé par différents facteurs : les caractéristiques individuelles, les milieux de vie, les systèmes et le contexte global. Ces dernières varient également dans le temps et l'espace (Anctil et coll., 2012).

Figure 1. Carte de la santé et ses déterminants



(Anctil et coll., 2012)

Ainsi, les conditions liées au milieu d'hébergement (ou le logement) peuvent avoir des impacts au niveau de l'état de santé physique et mentale d'un individu. Les conditions d'habitation sont liées à la salubrité, à la sécurité (nécessité d'adapter aux limites physiques et fonctionnelles) et aux ressources financières (logements abordables) et relèvent de la mobilisation de plusieurs intervenants telles que les municipalités, les organismes et le réseau de la santé publique (MSSS,

2007). De plus, les facteurs socioéconomiques témoignent de différents impacts au niveau du logement.

Les facteurs socioéconomiques intégrés à la réalité quotidienne sont largement reconnus comme des déterminants importants de la santé et le logement est une variable cruciale dans l'expression d'un vaste éventail de facteurs socioéconomiques qui façonnent fondamentalement le quotidien de toutes les couches socioéconomiques, y compris celui des sous-groupes vulnérables¹.

Ainsi, les personnes âgées avec un statut déjà une attention particulière envers les conditions d'habitation chez des couches socioéconomiques vulnérables à l'isolement social, telles que les personnes âgées, doivent être étant donné leur statut déjà précaire (Dunn, Hayes, Hulchanski, Hwang et Potvin, 2003). La santé étant multidimensionnelle, les autres déterminants de la santé (environnement économique/ de travail, l'environnement social, les caractéristiques/ expériences/ comportements individuels et le système de santé et de services sociaux) ne peuvent qu'être considérés comme des facteurs interdépendants et nécessitant des actions concertées parmi les différents réseaux (INSPQ, 2017).

1.3 Environnement bâti et habitation

Les aînés n'avancent pas en âge avec les mêmes conditions, certes physiques, sociales et psychologiques, mais aussi quant à leur environnement bâti et leur logement. Avec l'augmentation du nombre de personnes âgées de quatre-vingts ans et plus (lequel s'est multiplié de 15 fois entre 1970 et 2010), il s'agit de 16 000 Québécois qui sont en attente de soins à

¹Dunn, J.R., Hayes, M.V., Hulchanski, J.D., Hwang, S.W. et Potvin, L. (2003). Évaluation des besoins, des lacunes et des occasions de recherche : le logement, déterminant socio-économique de la santé. p.1.

domicile, lesquels orienteront leur décision quant à un éventuel changement de logis (Després et coll., 2017). La transformation des structures familiales est également à tenir compte dans le soutien offert aux aînés. En effet, un grand nombre de personnes arrivant à 65 ans d'ici 2021 n'ont pas ou peu d'enfants et avec leur avancement en âge, devront avoir recours aux services publics quant au soutien à domicile et au soutien aux tâches, lequel est normalement assumé à 75 % par le réseau informel, c'est-à-dire les enfants ou le conjoint (Bigonnesse, Garon, Beaulieu et Veil, 2011).

Quant aux villes, elles ont le défi urgent de trouver des formules d'habitation qui sauront répondre aux préoccupations et aux besoins des aînés. Les changements démographiques liés au vieillissement de la population entraînent ainsi plusieurs questions dans le domaine du logement et des conditions d'habitation. Le projet-pilote Villes amies des aînés au Québec (VADA-QC) a permis de recueillir des données afin de documenter cette problématique. Les enjeux actuels d'adapter les milieux de vie des aînés s'articulent autour de deux phénomènes : le vieillissement de la population ainsi que la croissance de l'urbanisation. Les coûts liés au logement, les événements liés à la santé, le désir d'avoir un logement de meilleure qualité et la perte d'autonomie sont tous des enjeux déterminants si une personne âgée reste à domicile ou se retrouve dans la nécessité de changer de milieu de vie (Bigonnesse, Garon, Beaulieu et Veil, 2011).

Il est ainsi pertinent d'étudier les modèles d'habitation alternatifs afin de répondre aux besoins des aînés qui sont en perte d'autonomie, mais qui désirent vieillir chez eux et dans leur

communauté (Conseil national des aînés, 2014). Entre les résidences privées et les établissements de soins de longue durée, peu d'alternatives s'offrent aux aînés dont l'état de santé ou le niveau d'autonomie ne leur permettent plus de rester dans leur situation actuelle d'habitation. Parmi ces autres choix de logis se trouvent les habitations partagées, les logements sociaux ou communautaires, lesquels doivent être adaptés aux besoins des aînés avec des difficultés fonctionnelles.

En 2007, des données de l'Institut de la statistique du Québec démontrent que 73,6 % des personnes âgées entre 55 et 64 ans sont toujours propriétaires de leur logement, ce qui implique que 26,4 % sont des locataires. Avec l'avancement en âge (vers 75 ans), les ratios tendent à s'inverser où ce sont désormais 36,4 % des personnes âgées qui demeurent propriétaires (Gascon et Olazabal, 2011). Pour ceux qui deviennent locataires, selon leur niveau d'autonomie, les résidences privées ou soutenues par des organismes à but non lucratif, les ressources intermédiaires ou les centres hospitaliers de soins de longue durée (CHSLD) représentent les choix de logement.

Il est possible de comparer les « quatre grands types de formules [du Québec] se distinguant à la fois par l'entité responsable de son administration et par la clientèle ciblée » (CDRV et CAMF, 2016, page 17). L'hébergement public, les résidences pour aînés, l'habitation sociale et l'habitation communautaire se différencient donc en plusieurs dimensions : le mode de gestion, le niveau d'autonomie de la clientèle, la disponibilité aux services d'aide à la vie domestique, le type de logement et le coût de l'habitation selon le modèle. Ainsi, **l'hébergement public** est

administré par le réseau public de la santé et des services sociaux et inclue différents types d'établissements : les ressources intermédiaires et les ressources familiales pour les individus avec des besoins particuliers en lien avec un trouble de santé mentale ou d'un handicap physique. Un troisième type est le centre d'hébergement en soins de longue durée (CHSLD) où la clientèle nécessite des soins importants et complexes dû à leur état de santé fragile. Quant aux **résidences privées**, elles doivent être certifiées par le Ministère de la Santé et des Services sociaux et elles desservent une clientèle autonome et semi-autonome. Des services de base ou personnalisés aux besoins des personnes âgées peuvent s'incluent dans les frais de logement. Il y a ensuite **l'habitation sociale** qui fonctionne par subvention de l'État et représente une option de logement pour les individus vivant une précarité financière ou des besoins spécifiques en lien avec des conditions physiques ou psychologiques. Les propriétés collectives ou les habitations à loyer modique (HLM) en sont des exemples. Finalement, les **habitations communautaires** regroupent les organismes sans but lucratif en habitation (OSBL-H) et les coopératives d'habitation (Coop-H). Administré par la société civile, un OSBL-H offre des services s'adressant soit à des populations vulnérables et offrant différentes formes de soutien tandis que la Coop-H est dotée d'espaces communs pour les individus désirant vivre en communautés (CDRV et CAMF, 2016). La définition des principales formules d'habitation est nécessaire afin de mieux comprendre les enjeux de cette recherche ainsi que les choix dont dispose un aîné selon une multitude de facteurs.

Autres que le déclin de la santé, plusieurs situations font qu'une personne âgée doit considérer un changement de logis : le manque de soutien à domicile, développement d'un sentiment d'insécurité, sentiment de solitude lors de la perte d'un conjoint ou d'une conjointe, isolement

social, etc. (Gascon et Olazabal, 2011). De plus, le changement dans les revenus lors de la retraite est également lié aux conditions de vie et à la capacité des personnes âgées de se loger. Effectivement, le coût des logis qui augmente et la popularité du « marché locatif lucratif » sont des réalités qui défavorisent les aînés qui sont déjà en situation de vulnérabilité, plus spécifiquement les femmes de 65 ans et plus vivant seules. Environ 41,5 % vivent de la pauvreté, ne pouvant compter que sur les régimes de retraite gouvernementaux, tandis que les hommes sont plus nombreux à avoir travaillé dans des entreprises participant aux régimes de retraite (Gascon et Olazabal, 2011).

Des efforts de recherche sont primordiaux pour répondre aux enjeux de la perte d'autonomie de ces aînés qui souhaitent rester chez eux le plus longtemps possible tout en ayant les soins adéquats. Il est ainsi essentiel de rapprocher les champs du cadre bâti (architecture et urbanisme) et ceux des soins de santé aux aînés, favorisant une d'interdisciplinarité qui serait bénéfique afin d'outiller le plus d'acteurs impliqués dans l'adaptation des milieux de vie des aînés (Després et coll., 2017).

1.4 Isolement social

Les différents thèmes retrouvés ci-dessus viennent se lier à l'isolement social dans le contexte où des personnes âgées n'ayant pas de conditions optimales de logement ou de communauté sont à risque de vivre de l'isolement social. Le Rapport de l'Étude longitudinale canadienne sur le vieillissement (ÉLCV) sur la santé et le vieillissement au Canada, ayant recueilli des données entre 2010 et 2015, définit l'isolement social comme un concept aux dimensions multiples

qui « tiennent compte du nombre et des types de contacts sur les réseaux sociaux, du sentiment d'appartenance, du sentiment d'engagement envers autrui et des attributs connexes » (ÉLCV, 2018, p.67). Avec l'âge, la résilience et les cercles sociaux tendent à diminuer, deux facteurs qui contribuent à une perte d'autonomie. L'isolement social est également associé à une mauvaise santé et à une grande sollicitation des services de santé chez les personnes d'âge avancé. L'ÉLCV a rapporté qu'environ 10 % des personnes âgées de leur étude sont touchées par l'isolement social ou par un sentiment de solitude chronique.

Parmi les nombreuses tendances tirées de cette étude ayant un échantillon de 51 338 Canadiens de 45 ans à 85 ans, les statistiques concernant la perception de la solitude chez les personnes âgées témoignent d'une réalité : 24,71 % des femmes âgées de 65 à 74 ans vivent de la solitude au moins une partie du temps et chez les hommes, il s'agit de 17,91 %. Avec l'avancement en âge, les pourcentages augmentent respectivement à 30,83 % et à 19,41 %, soulignant que la perception de solitude est plus présente chez les femmes (ÉLCV, 2018). Les auteurs distinguent la solitude qui est un sentiment perçu de l'insatisfaction des besoins sociaux et intimes. Les caractéristiques du ménage ont également des répercussions sur la perception de solitude. Environ 40 % à 50 % des personnes qui vivent seules déclarent vivre de la solitude au moins une partie du temps et cette tendance s'observe dans les différents groupes d'âge dans cette étude autant chez les hommes que chez les femmes. Chez les personnes qui ne vivent pas seules, la statistique est de 13 % à 21 %. Les chercheurs soulignent que même si ces personnes ne sont pas nécessairement isolées socialement, le fait de vivre seul ou non est un corrélat important à considérer (ÉLCV, 2018).

Le Rapport *sur l'isolement social des aînés 2013-2014* du gouvernement du Canada décrit les causes et les impacts de l'isolement social sur la qualité de vie et sur le bien-être des aînés et identifie de multiples facteurs de risque. En effet, avoir un état de santé fragile ou souffrir de maladie chronique, vivre des changements dans la structure familiale, ne pas avoir de contact avec la famille, ne pas avoir d'enfant, avoir un revenu moindre, vivre seul et être une personne âgée de 80 et plus sont des déterminants qui augmentent la probabilité des aînés déjà vulnérables à être isolés (Le Conseil national des aînés, 2014). Le rapport indique que l'isolement social naît « d'un manque de cohésion sociale dans les collectivités, des couts sociaux élevés et de la perte du patrimoine non quantifiable » (Le Conseil national des aînés, 2014, s.p.). Différents groupes sont aussi identifiés comme étant susceptibles à vivre de l'isolement social, tels que les aînés ayant des troubles de santé mentale, les aînés autochtones, les proches aidants âgés, les aînés immigrants et les personnes âgées de la communauté LGBT. De plus, une statistique importante du rapport canadien souligne que le risque de démence et de régression cognitive est augmenté de 60 % lorsqu'une personne âgée n'a pas de réseau social adéquat.

Au Québec, l'isolement social chez les aînés est un phénomène d'actualité et qui sollicite plusieurs organisations, chercheurs, instances gouvernementales, etc. à s'y interroger. Définies comme l'« ensemble de situations de vie marquées par des interactions limitées » (Bureau et coll., 2017, p. 19) en nombre, en fréquence et en qualité, les situations d'isolement social sont également diversifiées et complexes. En effet, les auteurs de cet outil de sensibilisation expliquent comment l'isolement social peut se présenter sous différentes formes (plus ou moins sévères, transitoires, épisodiques) selon des événements de la vie qui font qu'une personne âgée soit à risque (Keefe, Andrew, Fancey et Hall, 2006). Afin de documenter et de mesurer

l'isolement social chez les aînés, un indice de vulnérabilité sociale permet de déterminer l'importance des différentes dimensions physiques, psychologiques et sociales. Le soutien émotionnel, le soutien aux tâches de la vie quotidienne, l'autonomie, les activités physiques de loisirs, la perception de contrôle sont ainsi cinq facteurs qui doivent être interrogés (Bureau et coll., 2017).

En plus de distinguer l'isolement social de la solitude (offrant une définition semblable à celle décrite ci-dessus, c'est-à-dire comme la perception de l'écart entre la qualité et la quantité des relations sociales présentes ou souhaitées), il est aussi pertinent de définir l'exclusion sociale et la marginalité. Le processus mettant des personnes à l'écart et les privant de droits et de ressources se réfère à l'exclusion sociale tandis que la marginalité se présente comme le fait de contester les valeurs et les normes qu'une société se donne. Ainsi, il faut porter une attention à l'utilisation de ces concepts, car une personne isolée socialement n'est pas nécessairement marginale ou exclue. Il est ainsi important de bien comprendre les facteurs liés à l'isolement social en tenant compte de la diversité des réalités et des facteurs de risques qui y sont liés, telle la détérioration de l'état physique ou mental, la précarité financière et la perte d'autonomie et de mobilité (Bureau et coll., 2017).

Face aux changements démographiques, une réflexion est essentielle quant aux conditions de vie des aînés. Le logement comme déterminant de la santé souligne le besoin de mettre sur pied d'autres formules d'habitation qui tiennent compte la demande croissante en soin à domicile, du manque de logements adaptés et de l'isolement social. La section suivante présente la recension

des écrits et détaille plusieurs modèles de cohabitation intergénérationnelle inspirants pour le Québec.

2. Recension des écrits

Ma stratégie de recherche d'écrits lors de cette recension s'est basée sur les consultations de différentes bases de données, dont plusieurs en littérature grise : *Ageline Abstract in Social Gerontology*, *Social Science Database*, CAIRN et Érudit. Afin de trouver toutes les variantes des concepts à l'étude dans la littérature, l'utilisation de différents thésaurus tels qu'EBSCO et la banque de données terminologiques et linguistiques du gouvernement du Canada (TerminiumPlus) ont permis de trouver ces différents mots clés de recherche : *Intergenerational living*, *Intergenerational*, *homes/ households/ housing*, *homesharing*, habitations partagées, cohabitation intergénérationnelles. Trois thèmes se sont dégagés de la vingtaine d'articles retenus : le contexte d'émergence des habitations partagées, les types de cohabitations intergénérationnelles et terminologies et les enjeux associés.

2.1 L'importance de l'habitation chez les aînés

Afin de mettre en lien les concepts intergénérationnels avec ceux des alternatives d'habitation, quelques questions sont soulevées. Pourquoi est-il nécessaire de s'attarder aux dimensions de l'habitation pour aînés? Qu'est-ce que les modèles alternatifs veulent dire pour les aînés? En effet, dans le contexte du vieillissement de la population, différents enjeux au niveau de l'habitation nécessitent une réflexion, car le logement, comme plusieurs autres déterminants de la

santé, a une influence sur le bien-être des aînés. Les déterminants sociaux de la santé « comprennent un large éventail de facteurs personnels, sociaux, économiques et environnementaux qui déterminent la santé d'une personne ou d'une population » (Puxty, Rosenberg, Carver et Crow, 2019). Ainsi, les conditions d'habitation ont une incidence sur la qualité de vie des individus et avec l'avancement en âge, différents besoins émergent parmi les personnes âgées.

Le Rapport sur les besoins en logement pour les aînés (Puxty, Rosenberg, Carver et Crow, 2019) fait l'état de la situation de cette cohorte d'aînés décrite comme complexe et dynamique. Selon les dernières études, il est reconnu que les aînés désirent vieillir dans leur domicile et dans leur communauté (Puxty, Rosenberg, Carver et Crow, 2019). Toutefois, plusieurs freins sont à considérer, car les besoins des aînés, leur niveau d'autonomie et leurs capacités sont changeants dans le temps. En effet, un éventail de situations peut avoir un impact sur leur qualité de vie, tel que ces différents défis : « trouver un logement abordable, avoir les moyens de payer les adaptations nécessaires du domicile; l'accessibilité limitée, ou les obstacles, aux aides à la mobilité; ou les lacunes éventuelles dans l'accessibilité aux services de soutien nécessaires, tels que les soins à domicile » (Puxty, Rosenberg, Carver et Crow, 2019).

Pour que les aînés puissent vieillir à domicile, plusieurs adaptations sont parfois nécessaires à leur milieu de vie tel que des rénovations ou adaptations pour assurer la sécurité et l'accessibilité dans toutes les pièces du logement. Ces modifications sont aussi nécessaires pour le fonctionnement global, le bien-être et la santé des aînés. Cependant, ces adaptations à

l'environnement des aînés engendrent parfois des coûts importants ou ne sont pas possibles, le déménagement devient alors une nécessité dans certains cas. Toutefois, un changement de milieu de vie peut être un événement de vie perturbant et anxiogène dans la population âgée : la crainte de perdre les liens dans la collectivité, peur que le futur logement ne corresponde pas aux besoins, bris du lien d'attachement avec le milieu de vie, etc. (Puxty, Rosenberg, Carver et Crow, 2019)

Ainsi, avec les différents éléments de réflexion énumérés ci-dessus, les modèles d'habitations alternatifs trouvent leur pertinence, car ils représentent une solution aux manques de services sociaux, aux précarités financières et à l'isolement que peuvent vivre des aînés. « À mesure que les aînés voient leurs capacités diminuer, l'habitation doit être ajustée à leurs nouveaux besoins pour continuer à leur procurer un milieu de vie sain, adapté, abordable et sécuritaire, favorable au maintien de leur participation à la vie en société, contribuant à préserver leurs liens sociaux et leur santé » (Garon, Lavoie, Boivin et Veil, 2018, p. 4).

2.2 Contexte d'émergence des habitations partagées et terminologies

Partant de la prémisse qu'« elle soit organisée ou pas, la cohabitation se présente plus souvent sous la forme d'une nécessité que d'une préférence » (Ducharme, 2006), les écrits recensés soulignent que les habitations partagées émergent dans des contextes où des besoins sociaux se font sentir. Toutefois, dans la société nord-américaine, certains idéaux d'habitation sont valorisés tels que vivre dans une propriété privée et dans une structure familiale. Vivre dans un habitat partagé devient alors une des dernières options considérées. Le contexte d'émergence de telles

initiatives provient alors de la volonté d'organismes à offrir un service répondant à la précarité vécue dans la communauté que de la part du gouvernement. C'est dans les années 1980 qu'il y a eu l'émergence d'organismes d'habitation partagée au Québec (*Double Occupancy* et *Coexistence*), mais un manque de ressources a mis fin à leurs activités quelques années plus tard. À la fin des années 1980, ce sont les organismes Les Habitations partagées Outaouais et les Habitations partagées du Saguenay qui poursuivent ce type de services (Ducharme, 2004).

Dans certains groupes de la population, il y a une nécessité de développer un concept d'habitation flexible et prenant sens dans les enjeux économiques, écologiques et sociaux actuels. Avec l'avancement en âge, certains aînés rencontrent des limites fonctionnelles en lien avec un état de santé fragilisé. Ces derniers vivant seuls et ayant un milieu de vie à partager pourraient coordonner leurs besoins avec ceux de jeunes adultes aux études ou sur le marché du travail ayant des difficultés à se loger à couts abordables (Coele, 2014). De plus, encourager le rapprochement résidentiel entre des jeunes et des personnes âgées isolées ayant un logis avec une chambre libre « vise à promouvoir le lien social et intergénérationnel en améliorant la qualité de vie » (Grelley, 2016, p. 38).

2.3 Types d'habitations partagées et terminologies

Lorsque chapeautées par un organisme ou une instance municipale, les « pratiques organisées d'habitation partagée peuvent être définies comme une formule qui permet de jumeler sous un même toit deux personnes ou plus qui désirent partager les coûts d'un loyer et s'entraider »

(Ducharme, 2006, p. 4). De plus, ce type de jumelage concerne habituellement un « offrant » et un « demandant » de logements. Selon leur mission, les organismes s'adressent à des groupes distincts, les personnes âgées par exemple, ou à l'ensemble de la population.

Selon le document gouvernemental *Les pratiques organisées d'habitation partagées au Québec* (2004), deux types d'organismes peuvent être identifiés : les modèles priorisant les aspects économiques de la cohabitation et le modèle d'orientation qui met en contact des individus intéressés par la cohabitation. Ce dernier est un modèle de *counseling* qui offre beaucoup plus de services et de soutien dans le processus de jumelage (Ducharme, 2004). Les motivations sont alors plus sociales et visent à encourager l'entraide et le maintien à domicile de personnes âgées ou d'autres individus ayant des besoins spécifiques. Le concept d'habitation partagée regroupe alors plusieurs types de cohabitation, lesquels seront définis ci-dessous. Il est important de spécifier que cette recherche s'intéresse plus particulièrement à la cohabitation intergénérationnelle qui est une sous-catégorie de l'habitation partagée.

Comme modèle d'habitation partagée retrouvé en Suisse, les **maisons centres de services** se présentent telles des résidences pour aînés en perte d'autonomie et qui offrent des services communautaires (soins à domicile, aide alimentaire, entretien ménager) (Lavoie, Paris, Garon et Morin, 2016). D'autres modèles retrouvés en France et en Allemagne sont **la résidence intergénérationnelle** et la **colocation étudiant-sénior** et ont comme finalité le développement d'une solidarité entre les différentes générations. La résidence intergénérationnelle est habitée par de jeunes personnes, des aînés ainsi que des familles. Un engagement au vivre ensemble se

traduit donc pour l'apport d'aide mutuelle. Ces résidences sont adaptées aux besoins des aînés et des personnes handicapées et fournissent des espaces collectifs où des activités s'organisent pour tous les résidents. Un élément considérable est que ces résidences nécessitent des professionnels pour le fonctionnement, l'organisation des activités et la consolidation des liens entre les personnes y habitant.

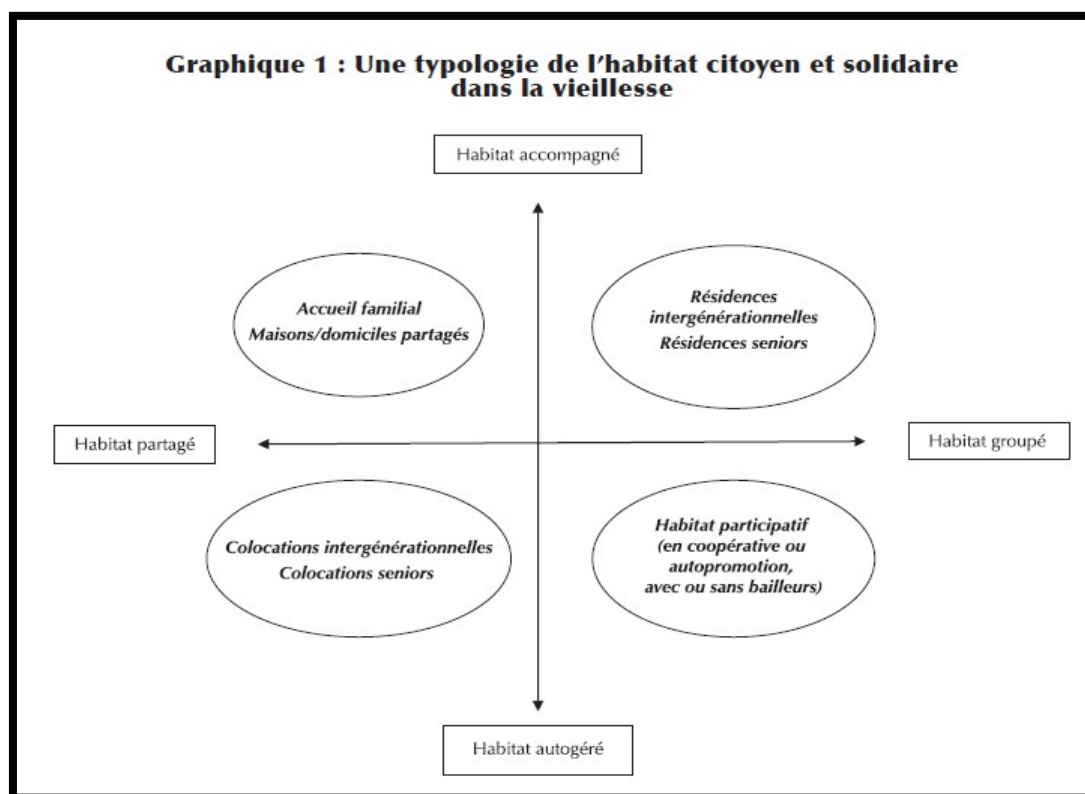
Pour la colocation étudiant-sénior, ce type d'arrangement se traduit par un échange de services et de compagnie de la part d'étudiant qui éprouvent des difficultés à se loger dans les grandes villes contre une chambre dans un logement (Labit et Dobost, 2016). Une autre terminologie retrouvée dans la littérature pour ce type de cohabitation est l'**habitat partagé européen**, lequel est un modèle où un aîné accueille un étudiant dans son logement, et ce, sous la supervision d'un organisme. Ce type de cohabitation est ainsi basé sur l'échange de services et permet à la personne âgée de rester plus longtemps à son domicile, bénéficiant d'une présence rassurante et d'une aide avec les tâches domestiques (Lavoie, Paris, Garon et Morin, 2016).

Au Québec cette fois, la **coopérative de solidarité en habitation** (Coop-H de solidarité) est une organisation à but non lucratif offrant des logements abordables et offrant aux résidents des aires communes et différents services. Les aspects essentiels de ce type d'habitation partagée sont le pouvoir décisionnel des membres de la coopérative et le caractère intergénérationnel (Lavoie, Paris, Garon et Morin, 2016). Aux États-Unis, un modèle se nommant **la communauté intergénérationnelle** favorise la proximité entre les différents groupes d'âge en offrant des espaces communs, des opportunités d'échanges par des activités et un environnement inclusif.

Un exemple de ce type de communauté est le *Fort Orange Village* où la des habitations pour aînés ont été prévues sur le Campus de l'Université d'Albany (Ward, Spitze et Sherman, 2005) où le manque de liens intergénérationnels a été une motivation à développer ce type de cohabitation sociale.

Ces prochains types d'habitation sont retrouvés dans la littérature française, provenant d'une étude sur les types de cohabitation intergénérationnelle sur les territoires de Paris et de Madrid (Némoz, 2007). **L'auberge étudiante** y est définie comme une résidence prise en charge par des aînés en bonne condition physique où des étudiants peuvent être logés et déterminer de leur implication, laquelle n'est pas obligatoire, mais sous-entendue. Une dynamique communautaire est aussi au centre de ce type d'habitation. Toutefois, le statut de passager de l'étudiant rend ces activités limitées dans l'auberge. L'aîné-propriétaire de l'auberge a ainsi un rôle de maître de la maison (Némoz, 2007). Quant à elle, la **demeure gériatrique** est un type d'habitation comprenant des soins constants aux personnes âgées, majoritairement des femmes ayant de grandes pertes fonctionnelles. Les étudiants et étudiantes, ayant majoritairement des moyens financiers limités, ont des ententes d'hébergement plutôt conditionnées par l'exécution des différentes tâches domestiques et des soins corporels à l'aîné. Enfin, **le gîte néofamilial** quant à lui est basé sur le principe du don/contre-don où l'aîné (généralement en bonne santé) et l'étudiant (e) partage un quotidien ensemble. Ils développent une solidarité et un sentiment de filiation au fil de leur cohabitation, se rapprochant d'une relation entre un grand parent et son petit enfant. La séparation des tâches et un vivre ensemble sont préconisés (Némoz, 2007).

Figure 2 . Une typologie de l'habitat citoyen et solidaire dans la vieillesse



(Labit, 2016)

Selon la typologie présentée ci-dessus, les types de cohabitation peuvent s'organiser selon différents axes : l'habitat groupé, l'habitat accompagné, l'habitat partagé et l'habitat autogéré. Selon les différentes classifications, la cohabitation peut être accompagnée par un organisme privé ou communautaire qui va encadrer différents éléments (les jumelages, le partage des espaces, l'organisation d'activités, etc.). L'habitat autogéré rapporte au pouvoir décisionnel des personnes qui cohabitent, leurs ententes et le fonctionnement relèvent de leurs choix sans l'apport d'une tierce partie. Quant à l'habitat groupé, il représente la cohabitation de plusieurs individus dans un même milieu où des espaces communs sont prévus et où les logements sont souvent

privés tandis que l'habitat partagé est une habitation où les individus habitent ensemble (Labit, 2016).

Les différents types d'habitation nécessitent des réflexions quant à divers éléments de cohabitation. Les perceptions et attentes respectives des personnes jumelées ainsi que l'aménagement et l'usage des espaces communs et privés doivent être clairement définis afin de favoriser la réussite d'une cohabitation. De plus, selon du type d'habitation partagée, le respect du rythme de vie (Labit, 2016), de l'intimité, de l'autonomie et du pouvoir décisionnel (Lavoie, Paris, Garon et Morin, 2016) sont des éléments qui sont également déterminants quant à la cohabitation. Enfin, la répartition des tâches domestiques (Némoz, 2007) est parfois au centre de certains jumelages.

Suite à la présentation des différents types de cohabitation, nous pouvons alors conclure cette section sur un résumé des bénéfices de la cohabitation intergénérationnelle. En effet, ce type d'habitation vise l'amélioration de la qualité de vie des individus et la réponse à des besoins liés à l'avancement en âge. Elle vise également un souhait des aînés, vieillir à domicile et dans leur communauté. En plus de pouvoir amortir le coût du logement, la cohabitation permet de développer une complicité et un lien significatif avec une personne suite à des échanges de services et au développement d'une complicité. La cohabitation intergénérationnelle représente alors des bénéfices majeurs, car elle représente une solution aux manques de services sociaux, aux précarités financières et à l'isolement que peuvent vivre des aînés. Ces initiatives permettent alors de promouvoir la solidarité et le bien-être des aînés. Même si les avantages à mettre en

place ce type d'habitation, certains enjeux sont à considérer. Ils sont présentés dans la section ci-dessous.

2.4 Les enjeux

Comme enjeu à la cohabitation intergénérationnelle, le défi de développer des liens intergénérationnels ne doit pas être présumé seulement par une proximité entre différents groupes d'âge. Des environnements physiques et sociaux sont essentiels pour soutenir les interactions et activités intergénérationnelles (Ward, Spitze et Sherman, 2005). Il est important de noter que la clientèle de ce type de programme d'habitation partagée s'adresse davantage aux personnes âgées et aux étudiants et que des éléments doivent être considérés, tels que l'adaptation des milieux pour les besoins des aînés (Ducharme, 2004).

Un enjeu appartenant au Québec est le faible nombre d'organismes d'habitation partagée offrant des services de cohabitation intergénérationnelle, malgré la présence d'enjeux d'habitation liés au vieillissement de la population. Le territoire de Montréal a préalablement été ciblé comme terrain de recherche dans cette recherche, ayant une population de 2 014 221 habitants en 2016, la classant comme région administrative la plus peuplée au Québec (ISQ, 2018). De plus, l'aspect intergénérationnel de la cohabitation signifie que cette recherche se réalise où de grandes populations d'aînés et de « jeunes personnes » se côtoient. D'ailleurs, afin de circonscrire ce dernier groupe d'individus, le gouvernement du Canada définit les jeunes Canadiens faisant partie de la tranche d'âge entre 15 et 34 ans (Statistique Canada, 2018). Dans la majorité des organismes, ce sont les personnes de 18 ans et plus (âge légal au Canada) qui sont considérées

pour participer aux jumelages pour des aspects légaux. Le bassin de population disponible est donc un facteur à considérer. En 1989, aux États-Unis, des chercheurs ayant interrogé le profil des habitations partagées (*Homesharing*) ont établi que pour qu'il y ait en moyenne entre 30 et 40 jumelages par un organisme, une agglomération devait avoir au moins une population de 300 000 habitants (Ducharme, 2004).

L'intérêt envers la composante intergénérationnelle à l'habitation partagée dans cette recherche se justifie par les bénéfices sociaux, économiques. En effet, les relations intergénérationnelles représentent un véhicule pour la solidification de la communauté. Ces initiatives sont des véhicules créant des échanges de ressources considérables et de possibilités d'apprentissage parmi les jeunes et plus vieilles générations. Les programmes intergénérationnels peuvent être définis comme une coopération, une interaction ou un échange entre deux générations à travers le partage de connaissances ou d'expériences (MacCallum et coll., 2010). Dans la littérature, plusieurs définitions de ces programmes intergénérationnels peuvent être retrouvées, mais est-ce qu'il existe un consensus sur les objectifs de tels programmes? Il semble que les projets à visée intergénérationnelle pourraient bénéficier de mêmes normes pour assurer des échanges réels et intéressants entre individus de différentes générations. De plus, est-ce que les organismes ou membres d'organisations qui voudraient mettre en place de tels programmes ont les ressources nécessaires?

Ces programmes ou projets intergénérationnels permettent de mettre en lien des individus de différentes générations, mais ils doivent s'inscrire dans des conditions favorables à un échange.

Des exemples concrets de ce type de démarches sont les villes s'inscrivant dans la démarche Municipalités amies des aînés (MADA). Avec les nombreuses répercussions qu'aura le vieillissement de la population sur les villes, différents aspects de la gouvernance locale doivent prendre en compte les besoins et la réalité des communautés. Ainsi, la démarche MADA favorise le vieillissement actif et la vitalité des milieux de vie des aînés à travers plusieurs mesures :

L'augmentation du nombre de logements destinés aux aînés, la diversification des activités de loisirs offertes aux aînés, la planification de l'aménagement du mobilier urbain en fonction des nouvelles réalités démographiques, l'augmentation de l'offre de service en transport adapté, la diffusion d'informations plus ciblées afin d'assurer une plus grande participation des aînés à la vie communautaire.²

Ces actions ont d'ailleurs concrètement plusieurs retombées positives dans les municipalités, telles qu'une offre de service augmentée et adaptée, le développement du sentiment d'appartenance à la communauté, la participation à des loisirs variés, une sensibilisation des élus municipaux à adopter des orientations relatives au vieillissement actif et enfin, un renforcement des liens intergénérationnels (Carrefour action municipale et famille, 2020). Effectivement, tel que le Carrefour action municipale et famille (CAMF) le propose, le développement de liens intergénérationnels peut être considéré dans différentes sphères sociétales : le logement, le transport, les activités intergénérationnelles, la participation citoyenne et la gestion publique. Il en revient ainsi aux instances gouvernementales de redéfinir les choix et les priorités dans le contexte de population vieillissante pour répondre aux besoins de la population.

² Carrefour action municipal et famille. (2020, 2 avril). Municipalité amie des aînés.
<http://carrefourmunicipal.qc.ca/municipalite-amie-des-aines/>

Des initiatives d'organismes peuvent également représenter des leviers pour le gouvernement dans la mise en place de mesures intergénérationnelles. L'Institut du Nouveau Monde a d'ailleurs conçu un document intitulé *La Conversation publique sur la solidarité et l'équité intergénérationnelles*, lequel a été financé par le Secrétariat à la jeunesse. C'est dans le contexte sociodémographique particulier du Québec que s'est développé ce projet où différents défis concernant toutes les générations font l'objet de discussion dans les sphères du logement, de la mobilité, des finances publiques et dans le partage du pouvoir (INM, 2019). Cette démarche s'inscrit dans la Stratégie d'action jeunesse 2016-2021 du Gouvernement du Québec, laquelle planifie des mesures concrètes et des services complémentaires pour les individus de 15 à 29 ans, et ce, dans plusieurs sphères : santé, éducation, citoyenneté, emploi et entrepreneuriat (Gouvernement du Québec, 2020).

En terminant ce chapitre, il est nécessaire de souligner les manques actuels sur le plan des connaissances en lien avec les modèles d'habitation intergénérationnels au Québec. Malgré que certains organismes soient en développement de projet, ceux-ci restent peu nombreux et ne représentent pas une tendance dans le domaine de l'habitation. Il est alors important de documenter le contexte de développement de tels projets. La recension des écrits fournit peu d'informations sur les acteurs impliqués dans l'élaboration de ces projets, sur les ressources nécessaires et sur la réponse aux besoins des aînés au Québec.

2.5 Questions de recherche

I. Quels sont les leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle vécus par les organismes d'habitations partagées au Québec?

II. Comment est-ce que les programmes de cohabitation intergénérationnelle répondent aux besoins physiques, psychologiques, sociaux et économiques des aînés vivant de l'isolement social?

CHAPITRE II - Cadre conceptuel

Avec la présentation de plusieurs formules de cohabitation intergénérationnelles et des diverses terminologies dans la recension des écrits, un choix s'impose quant à la façon d'appliquer ces modèles à la réalité québécoise. Afin d'avoir une compréhension complète des enjeux, il est important de bien définir les termes qui seront employés dans cette recherche. De plus, le choix d'un cadre conceptuel comportant plusieurs niveaux d'intervention est également à prioriser, car dans certains modèle l'état intervient tandis que d'autres impliquent seulement la communauté.

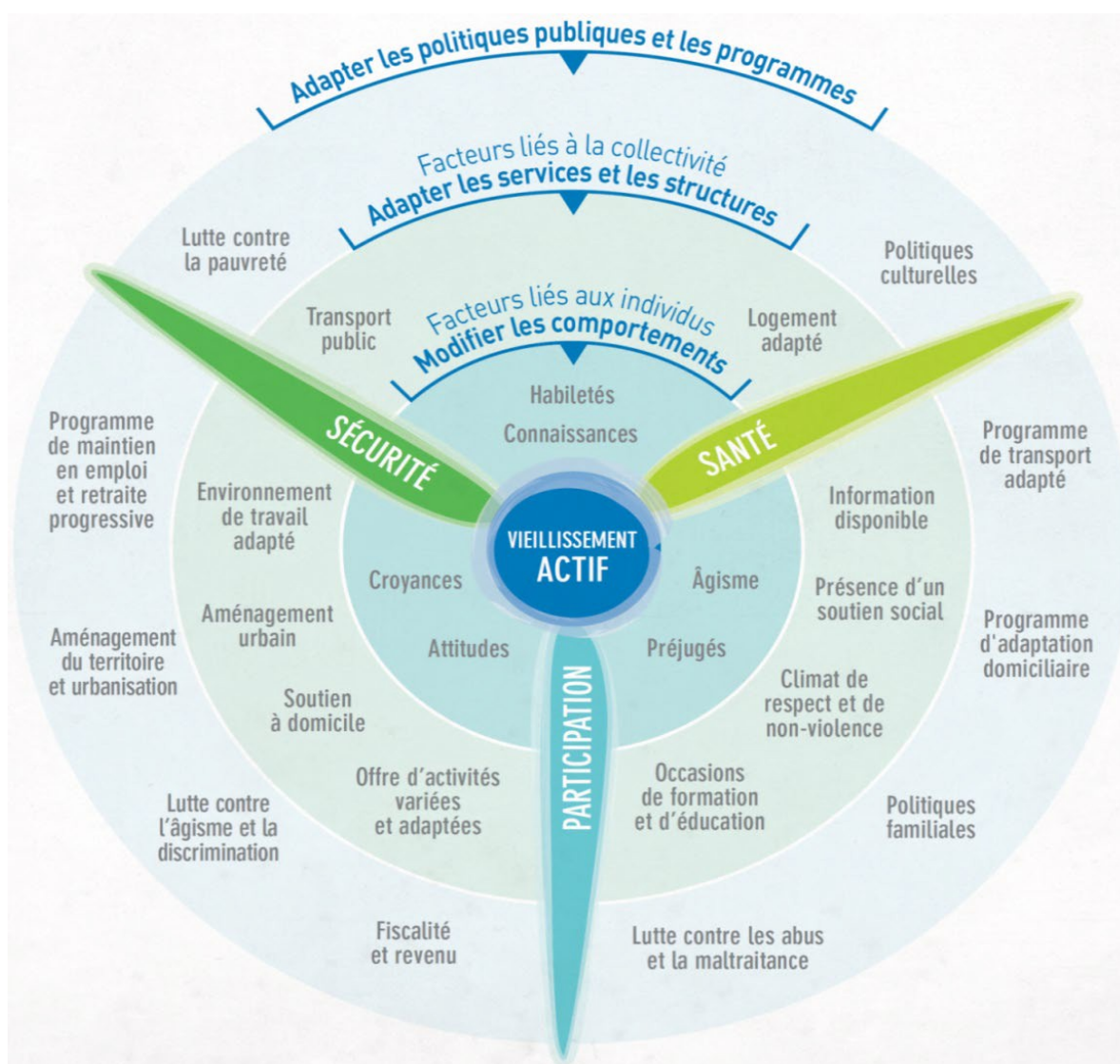
1. Modèle écologique

Pour donner une orientation à cette recherche, c'est un cadre conceptuel qui est privilégié dans le contexte descriptif de l'étude. Il permet d'établir un réseau de relations entre les principaux concepts liés au problème de recherche, soit la cohabitation intergénérationnelle et l'isolement social, et ce, grâce à l'approche écologique. En effet, « l'approche écologique repose sur une vision élargie des déterminants de la santé et met l'accent sur les interactions complexes entre les personnes, les groupes et leur environnement » (Richard, Barthélémy, Tremblay, Pin et Gauvin, 2013, p. 40). Quant à lui, le modèle écologique propose un cadre de réflexion quant aux déterminants individuels (état psychologique et physique, habitudes de vie, attitudes, connaissances) et aux déterminants environnementaux (réseaux sociaux, caractéristiques de la communauté, politiques publiques) de la santé (Richard, Barthélémy, Tremblay, Pin et Gauvin, 2013).

1.1 Modèle du vieillissement actif MADA-QC

Le modèle d'intervention multifactoriel basé sur le vieillissement actif est proposé par l'équipe Municipalités (et villes) amies des aînés au Québec (MADA-QC) et s'inscrit dans le programme international Villes amies des aînés (VADA). Ce modèle construit selon les déterminants d'un vieillissement actif (OMS, 2002) vise une adaptation des structures et services municipaux pour améliorer la qualité de vie des citoyens âgés. La santé, la participation et la sécurité sont les trois pôles d'action au centre de ce programme, lequel mise également sur l'implication des aînés dans les projets de recherche (Municipalités amies des aînés, 2009). Plus particulièrement, une Municipalité amie des aînés convoite plusieurs objectifs : mettre un frein à l'âgisme, l'adaptation des politiques, services et structures, actions à portée globale et intégrée et la participation des personnes âgées. Une autre particularité de cette démarche est qu'elle « s'appuie sur la concertation et la mobilisation de toute la communauté » (Municipalités amies des aînés, 2009, p. 14.).

Figure 3. Modèle du vieillissement actif MADA



(MADA-QC, 2009)

Parmi les trois composantes clés du vieillissement actif, la santé inclut les soins, l'adoption et le maintien de saines habitudes de vie, la prévention et la promotion à des activités physiques, sociales, culturelles, etc. Quant à la participation, il s'agit d'encourager les aînés à contribuer à la vie familiale, communautaire ou au développement économique et social. Enfin, la composante

de la sécurité considère les aspects relatifs à la dignité et le respect des droits et besoins des personnes âgées. Différentes actions peuvent être comprises sous cette dernière composante, telles que la prise de mesures pour la sécurité physique de l'environnement bâti, diverses activités de sensibilisation et d'informations. Ainsi, cette approche contribue à l'émergence de programmes adaptés aux besoins des aînés et qui favorisent le vieillissement actif des aînés (MADA-QC, 2009). De plus, le modèle du vieillissement actif comporte trois niveaux, soit les facteurs liés aux individus, les facteurs liés à la collectivité et les facteurs liés aux politiques publiques et programmes. C'est l'interaction des différents acteurs de la société (initiatives locales, organismes communautaires, instances gouvernementales) qui rendent ce modèle pertinent pour comprendre les leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle chez les organismes d'habitations partagées.

2. Définitions : Générations, intergénérationnel et multigénérationnel

Dans ce mémoire, les termes « générations », « intergénérationnel » et « multigénérationnel » sont régulièrement utilisés afin de discuter des différents types de cohabitation, en voici alors les définitions. Selon l'Institut du Nouveau Monde (INM), une génération est « une frange de la société qui se situe dans un groupe d'âge défini, qui a des expériences semblables notamment à l'enfance et au début de l'âge adulte et dont la vie a été marquée par des événements historiques particuliers » (INM, 2017). Par exemple, la génération des babyboumeurs a été exposée à une éducation différente de celle de la génération ayant vécu la Deuxième Guerre mondiale, et ce, par rapport aux sphères publiques, politiques et sociales. Ainsi, une génération est un concept social qui permet de comprendre un individu par son appartenance à une certaine période

(Grenier et Ferer, 2010). Les personnes d'une même génération ont été socialisées dans un même contexte et ainsi, ils partagent une conception commune du monde.

Le terme « intergénérationnel » pour sa part est défini par les interactions et relations entre différentes générations dans une société (niveau macrosocial), ne référant pas nécessairement aux liens et structures familiales (niveau microsocial) auxquels le terme « multigénérationnel » s'apparente (Brownell et Resnick, 2005).

3. La solidarité intergénérationnelle

Le concept de solidarité intergénérationnelle trouve également sa pertinence dans le cadre de cette recherche. Dans les mesures qui sont proposées afin de sensibiliser la population à l'isolement social des aînés vulnérables, les relations intergénérationnelles peuvent être une avenue prometteuse. Avec l'aide d'organismes ou de programmes, il serait possible de conjuguer les efforts de certaines instances pour répondre aux différents besoins des personnes âgées en perte d'autonomie et à ceux de plus jeunes générations. Dans le document gouvernemental intitulé *Bilan du plan d'action gouvernemental Vieillir et vivre ensemble, chez soi, dans sa communauté, au Québec 2012-2017*, la première orientation (*Vieillir et vivre ensemble : c'est participer dans sa communauté*) comporte un sous-thème qui vise la tenue de rencontres régionales favorisant le dialogue entre toutes les générations. Ayant comme partenaires des organismes de représentation de jeunes et de personnes âgées, le Ministère de la Famille et le Secrétariat aux aînés ont comme mandat d'établir des espaces d'expression afin que diverses

générations échangent, apprennent à se connaître et contribuent à l'amélioration de leurs conditions de vie (Ministère de la Famille et Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2017).

Tel que présenté dans la section précédente des enjeux, le projet de *Conversation publique sur la solidarité et l'équité intergénérationnelle* de l'INM ayant débuté en septembre 2017 conviait des citoyens de différentes générations à dialoguer entre eux sur les enjeux qui les touchent tous, les définissant ainsi comme des enjeux intergénérationnels. Traitant de divers défis qui se présenteront à la population québécoise, cette démarche apporte aussi plusieurs éléments de réflexion. Effectivement, le fait que la pyramide des âges soit renversée occasionne un remaniement des instances publiques et une nécessité de collaboration entre les générations (Venne, 2010). De plus, une inquiétude générale est omniprésente dans plusieurs domaines de la vie collective, tels que le système de santé, le financement public et le manque de main-d'œuvre. Le dialogue et la solidarité entre les nombreuses générations qui se côtoient sont très peu développés et l'âgisme devient un fardeau social devant les enjeux actuels. Avec la réalité démographique quant au vieillissement, il est favorable de rebâtir les liens entre les différentes générations afin qu'il y ait un partage des attentes, des besoins et expériences respectives. Ainsi, la construction d'un nouveau modèle sociétal est nécessaire dans le contexte du vieillissement démographique québécois (Carette, 2011).

En février 2018, l'INM a publié son *Rapport synthèse de la tournée régionale sur la Conversation publique sur la solidarité et l'équité intergénérationnelle*. Un des principaux faits concernant les obstacles à l'intergénérationnel s'étant démarqué des données recueillies est qu'il

ne semble pas y avoir de « porteur en matière d'intergénérationnel au sein du gouvernement du Québec et que l'appareil gouvernemental fonctionne en silo » (INM, 2018, s.p.). De plus, un manque profond de compréhension entre les générations est appuyé par certains préjugés et mythes qui persistent les uns envers les autres. Les auteurs ont soulevé l'importance de changer notre rapport à la vieillesse et de créer des espaces propices aux partages et apprentissages des besoins d'autrui, peu importe l'âge (INM, 2018). Le concept de solidarité intergénérationnelle vient alors ajouter une compréhension aux différentes pistes d'action en matière de cohabitation intergénérationnelle. La démarche de l'INM met ainsi en lumière la concertation de plusieurs générations afin de répondre aux problématiques sociales actuelles.

4. Objectifs de recherche

Les objectifs de cette recherche qualitative sont de réaliser une description détaillée du contexte dans lequel les organismes de cohabitation intergénérationnelle opèrent et d'explorer les leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle vécus par les organismes d'habitation partagée. Cette étude veut explorer les différentes préoccupations en lien avec la cohabitation intergénérationnelle, soit les types de cohabitations qui répondent aux différents besoins des aînés, les aspects organisationnels et les leviers et freins à ce type d'habitation partagée au Québec.

Chapitre III - Méthodologie

La présentation de l'état des connaissances relatif au vieillissement de la population et aux habitations partagées intergénérationnelles a permis d'apporter des pistes de réflexion quant aux différents types d'habitations partagées qui seraient possiblement intéressantes d'intégrer et de développer au Québec. Pour approfondir ces réflexions, des organismes d'habitations partagées partageant un intérêt pour les initiatives intergénérationnelles ont été interrogés dans cette recherche. Cette partie traite alors de la structure méthodologique employée afin de répondre aux questions de recherche ainsi qu'aux objectifs de recherche relatifs aux leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle vécus par les organismes d'habitation partagée au Québec.

1. Adaptations au devis initial

Lors du choix de la méthodologie, le devis de recherche sélectionné initialement était une étude de cas multiples (Fortin et Gagnon, 2016). En effet, cette recherche visait à réaliser l'analyse de deux organismes et de les interroger quant aux leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle du point de vue des aînés et jeunes individus qui ont vécu une expérience de jumelage. Ainsi, l'intérêt de recherche principal était envers les expériences et perceptions des personnes ayant participé à des programmes de jumelage. Des questions relatives au processus de jumelage, aux attentes des différentes parties et aux défis rencontrés lors de la cohabitation étaient ciblées. En fait, c'est l'expérience et le vécu individuels qui devaient être interrogés dans la recherche. Le ressenti, les interrogations, les impacts sur le bien-être et les réponses aux besoins sont les principaux concepts qui constituent alors des thèmes importants. Le deuxième objectif, celui visant à comprendre comment des programmes de cohabitation intergénérationnelle peuvent répondre aux besoins des aînés, a été conservé tel quel.

Lors de la recherche de terrain, des imprévus et des difficultés de recrutement ont occasionné des adaptations aux objectifs de recherche, principalement en lien avec le premier objectif. Dans un premier temps, il y a peu d'organismes au Québec qui offrent des services de cohabitation intergénérationnelle. La disponibilité des organismes (ayant des jumelages fonctionnels) à faire partie d'une recherche est limitée. En effet, un entretien avec Intergénérations Québec, un organisme mettant en liens les organismes ou individus s'intéressant aux enjeux intergénérationnels (Intergénérations Québec, 2020), a permis d'établir une liste d'organismes offrant des services de cohabitation intergénérationnelle. Le principal défi de cette recherche restait de rejoindre des aînés et des jeunes personnes ayant vécu la cohabitation intergénérationnelle afin de réaliser des entrevues. La difficulté majeure est qu'il y a très peu de ces participants potentiels, étant donné que cette pratique d'habitation n'est pas courante au Québec.

Montréal était le premier choix de terrain pour cette recherche étant donné la proximité du milieu de recherche et de sa grande population. Ce dernier critère provient du raisonnement qu'étant un grand bassin urbain de population diversifié, Montréal disposerait probablement plus d'initiatives de cohabitation intergénérationnelle. Toutefois, comme mentionnés ci-dessus, seulement deux organismes à Montréal répondent aux critères initiaux de cette recherche, Combo2générations et La Maisonnée. Les participants visés étaient les responsables d'organismes ainsi que huit personnes (aînés et jeunes personnes de 18 à 34 ans) ayant vécu un jumelage. Les contacts avec les organismes ont été effectués à la mi-novembre 2018 dans le but de sonder l'intérêt pour une éventuelle participation à cette recherche. Ayant une réponse

favorable des deux organismes, il a été entendu que la suite des informations suivrait en janvier 2019. Lors du suivi fait avec les organismes, l'un des participants devait se retirer du projet, car les responsables n'étaient plus disponibles à court terme pour s'investir dans la recherche. Dans la perte de ce cas d'étude, il y avait également la perte de la quasi-totalité des participants.

Ainsi, une restructuration était nécessaire pour la continuité de la recherche. Avec cet obstacle, plusieurs réflexions ont été soulevées en lien avec les questions de recherche initiales quant à l'expérience des personnes ayant vécu un jumelage. Avec le manque de participants et le besoin de trouver un autre cas d'étude, une question s'est soulevée : comment interpréter la difficulté à trouver des organismes offrant des jumelages intergénérationnels sur le terrain de recherche de Montréal? Le contexte social de cette recherche a donc pris un autre sens en constatant un faible bassin d'organisme œuvrant dans la cohabitation intergénérationnelle. Les organismes offrant des jumelages intergénérationnels ne sont pas nombreux au Québec et la possibilité d'avoir des participants devenait une limite à l'étude. Ainsi, il est possible de faire certaines hypothèses quant à cette réalité. Les organismes ont-ils les ressources nécessaires afin de mettre sur pied ce type de programme? De quels supports (ex. : financiers, partenariats) bénéficient-ils? Les organismes ayant choisi de développer un service de jumelage intergénérationnel sont pionniers au Québec, il y a alors une nécessité à comprendre les enjeux et freins auxquels ils font face.

2. Étude descriptive qualitative

Le devis de recherche qui a donc été retenu pour ce mémoire est l'étude descriptive qualitative avec une finalité exploratoire (Fortin et Gagnon, 2016). Ce type de devis permet d'interroger les expériences des organismes dans la mise en œuvre de leur mission d'habitation quant aux deux phénomènes à l'étude, soit la cohabitation intergénérationnelle et l'isolement social. Ainsi, il sera possible de réaliser une description et une analyse de contenu détaillée lors à la collecte de données. La pertinence du choix de la méthodologie qualitative pour cette recherche provient de l'intérêt de la recherche pour l'expérience respective et subjective des organismes en lien avec la cohabitation intergénérationnelle.

3. Sélection des organismes et participants

La population à l'étude concerne les organismes et autres acteurs (résidence privée et entreprises) œuvrant dans les services d'habitations partagées pour les aînés. Un organisme est défini tel qu'un « groupe issu de la communauté poursuivant soit des activités bénévoles soit des activités qui, même si elles sont rémunérées, sont sans but lucratif, et ce, dans le domaine de la santé et des services sociaux » (Office québécois de la langue française, 1989, s.p.). Ces organismes ou acteurs ont identifié des besoins sociaux et tentent d'offrir des services qui leur répondront, et ce, dans le meilleur de leurs capacités.

Conséquemment au faible nombre d'organismes de la sorte au Québec, la population cible et la population accessible pour cette étude sont pratiquement les mêmes, c'est-à-dire les organismes

du Québec qui offrent des services d'habitation partagée aux aînés. La méthode d'échantillonnage intentionnel est préconisée dans cette étude afin de sélectionner les organismes qui possèdent les caractéristiques recherchées, c'est-à-dire d'être un organisme (ou organisation) dont la mission ou un programme offrent des jumelages pour une cohabitation intergénérationnelle et être localisés au Québec. Intergénérations Québec, un organisme à but non lucratif qui s'implique dans le rapprochement des générations et le développement d'une société ouverte, inclusive et solidaire, a été la référence principale pour repérer les organismes potentiels à faire partie à cette recherche. Le nombre de participants est fixé à neuf organisations afin de faire partie de cette recherche :

- Combo2Générations,
- Habitations partagées Outaouais,
- Habitations partagées du Saguenay,
- Action Logement Pierre-De Saurel,
- La Résidence Les Marronniers,
- Groupe Vivons-ensemble,
- Intergénérations Québec,
- Carrefour Action municipale et Famille,
- La Maisonnée.

Voici un tableau (ci-dessous) présentant le code des participants ainsi que le titre professionnel de chaque participant. Il faut préciser que l'énumération des organismes présentés ci-dessus n'y représente pas l'ordre des participants dans le tableau. Ce tableau permet d'identifier la fonction d'un participant pour ultérieurement apprécier les verbatim présentés dans la section résultat et discussion et en comprendre la provenance.

Tableau 1. Codes et titres professionnels des participants

Codes des participants	Titre des participants
P1	Citoyenne impliquée dans un groupe de réflexion
P2	Directrice d'une PME
P3	Directrice générale d'un OBNL
P4	Directeur général d'un OBNL
P5	Intervenante sociale d'un organisme communautaire
P6	Directeur général d'une résidence privée
P7	Intervenant communautaire d'un organisme communautaire
P8	Chargé de projet et de communication d'un OBNL
P9	Directrice générale d'un organisme

4. Durée de l'étude

La durée de l'étude a préalablement été fixée à 10 mois, mais elle requerrait une flexibilité méthodologique si l'analyse de données nécessitait davantage d'élaboration. Dans un premier temps, la phase de recrutement doit se dérouler sur plusieurs semaines (recherche de participants, attente des confirmations d'entrevues, planification d'une date d'entrevue). Il est convenu qu'il soit réaliste en 4 mois d'accorder les entrevues nécessaires avec les responsables des organismes et de réaliser la recherche de documents pertinents à cette recherche. Par la suite, le traitement des données (transcriptions des entrevues, catégorisation et organisation des données, codage des données) ainsi que l'analyse de contenu (élaboration de thèmes, synthèse des concepts) nécessitent environ 6 mois. Avec les ajustements nécessaires à cette recherche, la durée de l'étude est d'un an.

5. Méthode de collecte des données

La recherche descriptive qualitative privilégie l'utilisation de plusieurs méthodes de collecte de données dans le but de fournir des éléments de contexte aux phénomènes étudiés, soit l'isolement social vécu par les aînés et la cohabitation intergénérationnelle. La triangulation des données brutes (entrevues et la documentation relative aux organismes) permet donc un portrait représentatif de la problématique à l'étude (Paillé et Mucchielli, 2016).

5.1 Entrevues semi-directives

Les entrevues permettent un contact direct entre le chercheur et les participants, et ce, dans leur environnement naturel (Fortin et Gagnon, 2016). Les personnes qui sont passées en entrevues sont les directeurs ou des membres des organismes, des intervenants sociaux, des citoyens et des directeurs d'entreprises privées. Ces derniers sont tous liés à une organisation interpellée par la cohabitation intergénérationnelle. Les entrevues sont semi-dirigées afin de permettre une ouverture aux participants pour partager des éléments d'informations qu'ils jugent pertinentes, leurs perceptions et leurs opinions sur les sujets qui seront traités (Fortin et Gagnon, 2016). Un guide d'entrevue avec des questions établies au préalable offrira une base de comparaison entre les participants. La durée des entrevues est fixée entre 45 minutes et 1 heure. Lors des entrevues, les données recueillies seront enregistrées à l'aide d'un outil d'enregistrement sur un téléphone cellulaire. Les entrevues sont réalisées par Skype (logiciel permettant des appels en visioconférence) pour la majorité des organismes sur les territoires hors Montréal et dans les bureaux des organismes sur le territoire de Montréal. La grille d'entrevue semi-structurée (voir annexe 1) est composée de 21 questions ouvertes. Les thèmes qui sont traités sont les suivants : les freins et

leviers à la cohabitation intergénérationnelle et la perception d'isolement chez les aînés dans leur communauté. Des questions en lien avec les informations sociodémographiques sont intégrées dans le guide d'entrevue afin d'avoir un portrait plus complet des participants.

5.2 Documents

Dans le but d'avoir des éléments de contexte des programmes de cohabitation énoncés ci-dessus, la consultation de documents est essentielle afin de se familiariser avec la mission des organismes et avec le contexte d'apparition de programmes d'habitation partagée. Les documents peuvent s'avérer une source d'information pertinente lorsqu'ils sont choisis pour leur aptitude à documenter et décrire des aspects du phénomène à l'étude (Corbière et Larivière, 2014). Les documents écrits tels les guides de pratique, des enregistrements audio ou vidéo, des photos, le contenu des sites internet (ex. pour les utilisateurs de services) et des forums sont tous de potentiels documents. Supportant les données brutes des entrevues, les documents sont utilisés comme des unités de signification, définies telles que des « phrase[s] ou un ensemble de phrases liées à une même idée, un même sujet, ou si l'on veut, à un même thème » (Paillé et Mucchielli, 2016, s.p.). Lors de la conceptualisation des thèmes, les différentes informations retrouvées dans les documents deviennent alors des échantillons d'analyse. Des données à propos de la documentation liée aux jumelages (formulaire d'inscription, contrat de cohabitation, suivi de jumelage) et sur le matériel de promotion des programmes donnent davantage de détails qui peuvent être non soulignés lors des entrevues. De nombreuses informations d'ordre sociodémographiques de l'organisme peuvent également y être retrouvées. De plus, des articles provenant des médias sont pertinents pour comprendre la perception des projets

intergénérationnels d'une lunette externe. La plupart des documents énumérés ci-dessus sont accessibles sur les plateformes web des organismes ou par l'entremise des responsables des programmes. Ces documents sont cruciaux à la compréhension exhaustive des organismes et de leurs projets intergénérationnels. En fait, lors de la collecte des données, c'est la triangulation des sources et des méthodes qui favorisent ainsi une description globale et significative du phénomène à l'étude (Corbière et Larivière, 2014).

Un journal de bord est un autre type de document qui a été utilisé tout au long de la recherche. Le journal de bord est un outil important qui permet au chercheur de laisser des traces de son processus de recherche et qui sert ultérieurement à l'analyse des données (Rondeau et Paillé, 2010). Alimentant la réflexion du chercheur grâce aux notes laissées lors des entrevues et lors des recherches sur les organismes, le journal de bord représente la mémoire vive de la recherche (Savoie-Zacj, 2004), laquelle permet de revenir sur des pensées, des interrogations et des éléments à approfondir dans les entrevues. C'est dans ce cahier exclusif aux notes personnelles de la chercheuse que les écrits de terrain sont inscrits et bonifient ou confirment des liens entre des concepts.

6. Analyses

Pour analyser les données qui ont été recueillies lors des entrevues et dans différents documents relatifs aux organismes, une analyse de contenu est réalisée. La pertinence de ce type d'analyse est de classer les concepts dans des catégories distinctes pour ensuite réaliser la construction d'une synthèse (Fortin et Gagnon, 2016). Les principales données analysées proviennent des

verbatim des entrevues semi-dirigées avec les organismes d'habitation partagée. Une fois les entrevues mises à l'écrit à l'ordinateur dans des documents Word, l'analyse se fait en plusieurs étapes. Une lecture préliminaire permet de s'imprégner du texte et de dégager les principaux concepts. Selon le contenu des entrevues, deux ou trois lectures attentives sont nécessaires pour cibler les thèmes et les sous-thèmes. Dans un document indépendant des verbatims, les idées similaires émises par les différents directeurs, directrices et responsables d'organismes sont colligées et des extraits de verbatims y sont associés. Ainsi, il est possible de travailler les données brutes en développant les thèmes.

Le logiciel d'analyse qualitative NVivo est particulièrement utile dans le traitement et l'analyse des données, car son fonctionnement permet l'organisation et la visualisation optimales des données. Par exemple, des catégories liées au logement, aux besoins sociaux des aînés et aux conditions de réussite des programmes des organismes sont élaborées. Pour ajouter des éléments d'analyse, les notes écrites (pré et post entrevue) sont tenues dans un journal de bord et la documentation trouvée sur les organismes (site web des organismes, formulaires de jumelages, etc.) est considérée afin de conceptualiser davantage les thèmes ou catégories. Ces éléments permettent aussi de consolider des réflexions et des liens entre concepts. Finalement, le cadre conceptuel (le modèle écologique du vieillissement actif de l'équipe MADA-QC) est également tenu en compte et permettra de situer les phénomènes à l'étude, soit la cohabitation intergénérationnelle et l'isolement social.

Enfin, un arbre thématique a permis de regrouper les concepts similaires et les idées qui revenaient couramment lors des entrevues. Selon les différents thèmes, des figures peuvent être construites pour faciliter la compréhension de l'interaction des concepts les uns avec les autres.

7. Considérations éthiques

Le consentement libre, éclairé et continu des participants de cette étude doit être consigné dans un formulaire de consentement présentant les objectifs de l'étude, la nature de la participation, les mesures prises pour assurer la sécurité et la confidentialité des données recueillies. La signature dudit formulaire est préalable aux entrevues et l'étudiante-chercheuse du projet reste disponible pour répondre aux interrogations des participants. Le consentement est également demandé pour l'enregistrement des entrevues et pour l'utilisation secondaire des verbatim anonymisés. L'enregistrement des entrevues et l'identité des participants sont identifiés par différents codes. La clé des codes reliant le nom des participants aux dossiers de recherche est connue seulement par l'étudiante responsable de ce projet de recherche ainsi que par sa directrice de recherche. Un feuillet explicatif est également remis aux participants pour leur assurer d'avoir le plus d'information quant à la recherche.

Dans le cas où l'étudiante responsable du projet convient avec le participant que l'entrevue se réalise par communication Skype, des mesures sont prises pour en assurer le consentement libre et éclairé. Avant le début de l'enregistrement de l'entrevue, un temps est alors prévu pour donner des explications sur le déroulement du projet de recherche, pour lire le formulaire de consentement (préalablement envoyé par courriel) et pour répondre aux questions du participant.

L'enregistrement débute en demandant de confirmer que les explications ont été données au participant, que la chercheuse a répondu aux questions et que le participant consent à participer au projet de recherche. Par souci de confidentialité, les documents signés et numérisés (lors des consentements par Skype) sont seulement accessibles par la chercheuse et sa directrice de recherche.

Cette recherche a fait l'objet d'une évaluation par le Comité d'éthique à la recherche de la Faculté des Lettres et Sciences humaines de l'Université de Sherbrooke. Les considérations éthiques de cette section ont bénéficié des conseils et des propositions du comité afin d'assurer le respect des normes et des participants. L'approbation éthique officielle a été obtenue le 29 mai 2019, laquelle se retrouve à l'annexe 1. Le numéro de référence est le 2019-1943/Audette.

Chapitre III - Résultats et discussion

Cette recherche contribue à une compréhension globale des organismes d'habitation partagée et des besoins qu'ils tentent de répondre dans la population en interrogeant les leviers et les freins à la cohabitation intergénérationnelle. Les données présentées dans cette section permettent aussi d'approfondir les connaissances en matière d'intergénérationnel et tentent de répondre aux interrogations principales de cette recherche. Ainsi, les leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle vécus par les organismes d'habitation partagée au Québec et l'apport de cette alternative d'habitation sur les besoins des aînés sont élaborés dans cette section.

Dans le contexte de vieillissement de la population, la littérature sur les modèles d'habitation standards pour aînés permet d'émettre plusieurs questionnements. Conviennent-ils aux différentes réalités des personnes âgées (lesquelles représentent un groupe avec des besoins variés)? Est-ce que l'offre de services liée à ces logements est suffisante? De plus, il est pertinent de vérifier si l'opinion des aînés est considérée dans les réflexions relatives aux habitations à adapter. Un nombre considérable d'aînés (avec des conditions diverses de santé, différents moyens financiers et situations familiales changeantes [Secrétariat aux aînés, 2018]) doivent se loger dans les modèles d'habitation standards, à défaut d'avoir des alternatives qui répondent à leurs réalités. Des éléments d'analyse sont d'ailleurs détaillés ci-dessous et proviennent de neuf entrevues réalisées auprès d'acteurs (directrices, directeurs et responsables) de différents milieux : communautaires, privés et de l'entrepreneuriat. Comme mentionnées dans la méthodologie, les autres sources d'analyse sont les notes de terrain ainsi que divers documents relatifs aux organismes (site web, brochures, éléments de promotion, etc.).

1. Analyse thématique

1.1 *Les aspects individuels*

C'est selon le modèle écologique choisi pour l'interprétation des résultats que les thèmes ressortis de cette recherche se déclinent : aspects individuels, collectifs et programmes et actions au niveau gouvernemental. Plusieurs dimensions individuelles de cette recherche, c'est-à-dire les concepts qui touchent aux perceptions des aînés, à l'isolement social et aux intentions de participer à des projets intergénérationnels. En effet, la plupart des organismes ont partagé leurs préoccupations quant au manque de modèles d'habitations abordables situées dans la communauté et permettant aux personnes âgées de rester dans leur milieu.

« Je prends un exemple dans les habitations partagées, moi les femmes que j'ai actuellement et qui ont dépassé 70 ans, qui ont dû quitter leur logement, bien oui, soit parce qu'elles ont eu des problèmes de santé, des genoux, des choses comme ça. Elles ont évolué du point de vue de santé difficile, elles ont été obligées d'aller dans un CHSLD ou dans une petite maison de retraite entre guillemets et elles en souffrent. Elles nous disent, j'aurais voulu avoir des maisons intergénérationnelles, pourquoi on ne va pas plus loin. Ce sont des femmes, c'est vrai qu'elles ont plus d'enfants, elles sont toutes seules, elles sont isolées, elles n'ont pas beaucoup de revenus, elles ne peuvent pas se payer de résidence. Pour cette clientèle-là, qu'est-ce qu'on fait? » (Intervenante sociale d'un organisme communautaire)

Plusieurs constats émergent de cette recherche, dont celui des répercussions positives de la cohabitation intergénérationnelle sur les individus. Les données extraites des entrevues quant aux dimensions individuelles ont ainsi permis de mieux comprendre les besoins dans les communautés et les objectifs des organismes lors de la mise en place de projets intergénérationnels. En effet, les données extraites des entrevues avec les organismes d'habitation

partagées permettent de relever plusieurs enjeux relatifs à l'isolement social, au sentiment d'insécurité, aux pertes d'autonomie et à la précarité financière que vivent des aînés. Ces constats sont réalisés par les membres d'organismes travaillant sur le terrain ou par des partenaires en communication directe avec la population (ex. : les travailleurs sociaux et travailleurs de milieux). Les organismes visent à rejoindre les gens isolés par la connaissance de la communauté et grâce à l'expertise des différents acteurs de leur microsysteme.

« Il y a une grande partie de gens qui vivent tout seuls et ce n'est vraiment pas drôle. C'est grâce à notre travailleuse de milieu d'ailleurs qui elle, va visiter les gens, qu'elle va voir toute la misère que ces gens-là peuvent vivre. Le projet pourrait peut-être plus rejoindre eux. Les travailleuses sociales aussi du CLSC qui font partie du projet, qui collabore à notre projet, fac eux aussi si on a un besoin pourraient aller faire leur travail sur place avec les infos qu'on va leur amener. Moi je pense que ça amène plus le bon côté que le mauvais. » (Intervenant communautaire d'un organisme communautaire)

Les craintes relatives à la maltraitance ou aux stéréotypes lors de la cohabitation ont également été discutées pendant les entrevues. Lors du recrutement d'aînés pour les projets intergénérationnels, certains organismes ont relevé qu'il existe une certaine réticence dans la population âgée et chez des regroupements d'aînés. Ainsi, des efforts sont mis à défaire les préjugés par rapport à la crainte des jeunes (âgisme inversé). Certains organismes ont mis sur pied des kiosques dans des événements municipaux pour discuter avec les citoyens, lors de la Fête des voisins par exemple. D'autres procurent des brochures d'information aux associations de personnes âgées. Comme l'ont soulevé des participants, la cohabitation intergénérationnelle permet à une personne âgée isolée de former un réseau autour d'elle, commençant par l'étudiant qui agit comme une présence rassurante.

« La sécurité peut-être parce les gens ont souvent peur, ils pensent que de faire vivre une personne plus jeune avec eux, ça peut être dangereux. Moi je le vois complètement du contraire qu'il y ait une personne supervisée qui va vivre chez un aîné pis que la personne n'est pas toute seule. Elle risque moins de vivre du harcèlement ou de l'intimidation ou de la maltraitance de tout type, parce que souvent c'est la famille même qui va faire de la maltraitance aux aînés. Fac s'il y a quelqu'un qui est là et qui voit des choses qui ne sont pas tout à fait correctes, on peut en parler. » (Intervenant communautaire d'un organisme communautaire)

Les organismes tentent alors de sensibiliser les aînés aux bienfaits de la cohabitation intergénérationnelle en les rassurant de l'encadrement offert par l'organisme, par les rigoureuses procédures de recrutement. Les préjugés à l'égard de jeunes personnes aux études (ex. : elles veulent faire la fête, se couche tard, elles vont inviter des étrangers) représentent des freins à l'implication de certains aînés. Les organismes ont effectivement un grand travail d'information et d'éducation dans leur communauté pour aller rejoindre les individus ciblés. Les potentiels candidats pour un jumelage ou pour une cohabitation intergénérationnelle dans une résidence sont alors les gens ayant une grande ouverture d'esprit et qui sont à la recherche d'une expérience humaine teintée de partage et d'un don de soi mutuel.

« De plus en plus, il y a des étudiants qui sont prêts à donner du temps, à payer moins cher, à donner quelques heures de services. Ça se fait dans les banlieues, ça se fait en Europe beaucoup. Nous c'est un modèle qu'on a pas encore, qu'on devrait adapter parce que non seulement c'est important, mais ça permet à la société d'être en harmonie, d'avoir de bons échanges et peut-être que les impacts sur la santé mentale des gens ou la qualité de vie des personnes aînées seraient mieux. » (Intervenante sociale d'un organisme communautaire)

Selon la perspective des participants, les projets et programmes intergénérationnels ont donc plusieurs bénéfices et répercussions positives dans la société lorsqu'ils sont mis en place de façon réfléchie. En résumé, ils permettent de briser l'isolement chez les aînés, de soutenir les membres

de la communauté dans leurs réalités, briser les préjugés et de lutter contre l'âgisme de tous côtés. L'objectif ultime est une meilleure compréhension de l'autre pour le développement d'un réseau d'entraide et pour la « création de tissus sociaux plus importants » (Directrice générale d'un organisme).

1.1.1 Les difficultés à rejoindre les aînés

La difficulté à rejoindre les aînés ciblés pour les projets de cohabitation intergénérationnelle (ex : isolés et avec légère perte d'autonomie) est l'une des importantes préoccupations des organismes. Hormis les défis de recrutement, car un nombre d'aînés n'a pas internet ou a des réseaux sociaux très restreints, certains démontrent une résistance par rapport à ce type de cohabitation pour plusieurs raisons. Dans un premier temps, c'est leur rapport à l'autonomie qui est en cause. Des dirigeants d'organismes ont souligné qu'il est ardu pour certains individus d'accepter leur réalité changeante et d'accepter l'aide d'autrui pour les soutenir dans des tâches ou dans leur quotidien.

« Ils ne veulent pas d'aide, parce que c'est comme si ça allait prouver qu'ils ne peuvent plus être autonomes [...] C'est de dire que je n'ai pas besoin d'aide, que je suis capable tout seul. Et de ne pas vouloir être un fardeau pour quelqu'un d'autre. Alors que nous dans le fond notre défi c'est un peu ça, c'est de dire : vous allez être autonome si vous vous faites aider. S'il y a quelqu'un qui va habiter avec vous, vous allez rester chez vous plus longtemps. Fac c'est vraiment un défi, c'est vraiment un apprentissage. » (Directrice générale d'un OBNL)

Le défi est alors de déconstruire l'idée chez les aînés réticents que d'être aidé n'est pas compatible avec l'autonomie. Le travail de sensibilisation et d'éducation des organismes est ainsi présent à plusieurs étapes de leurs projets pour faire valoir comment cette alternative d'habitation favorise le maintien à domicile. Lors des entrevues, certains organismes ont toutefois confirmé que la

cohabitation intergénérationnelle ne convient probablement pas à tous les aînés. Plusieurs prédispositions sont préalables à une expérience bénéfique. Le rapport à l'intimité, l'accueil d'une personne étrangère chez soi, faire confiance au suivi de l'organisme et l'adaptation de pièces du logement de l'aîné sont tous des éléments qui peuvent être anxiogènes. De plus, malgré la volonté de cohabiter avec une personne d'une autre génération chez certains, la peur d'être un fardeau pour une autre personne peut représenter un frein.

1.1.2 Et les hommes?

Une autre difficulté que les organismes ont partagée est l'importance d'aller rejoindre les hommes, lesquels répondent beaucoup moins à l'appel que les femmes dans ce type de projet. Certains directeurs et directrices d'organismes ont mentionné que c'est la composante de demande d'aide qui représente un frein à l'utilisation des services. Les constats des organismes corroborent avec des éléments rapport de recherche *Perceptions des hommes québécois de leurs besoins psychosociaux et de santé*, où les normes reliées au genre masculin traditionnel (indépendance, être pourvoyeur, force) « nuisent à l'actualisation d'habitudes de vie favorables à la santé et à l'utilisation des services » (Tremblay *et coll.*, 2015, p. 10). Les organismes soulignent que c'est en majorité des femmes qui sollicitent leurs services et qui appellent pour s'informer.

« 80% de notre clientèle sont des femmes. [...] La plupart de notre clientèle, la plupart des organismes, c'est plus de femmes qui font une demande chez nous que les hommes. [...] C'est parce que les hommes sont trop, un peu ce côté macho, ce côté qu'ils n'ont pas besoin de personne ou quoi que ce soit. Ça toujours été depuis que j'ai été dans le milieu communautaire, c'est toujours des femmes en majeur et les hommes mineurs. [...] Les hommes ne sont pas portés à s'avancer pour dire qu'ils ont besoin de services. » (Directeur général d'un OBNL)

Ainsi, parmi les efforts des organismes à rejoindre des aînés et de leur faire connaître les bénéfices des projets intergénérationnels, ces derniers doivent également trouver des stratégies pour rejoindre les hommes. Le manque d'hommes entraîne des conséquences pour les projets des organismes, car il existe une demande d'étudiants masculins à s'impliquer dans une cohabitation, mais qui se retrouvent sans accueillants. Dans leur processus de jumelage, la plupart des organismes ne font pas de jumelage entre hommes et femmes.

« Un aspect des plus important dans la promotion, c'est comment toucher les hommes, les accueillants hommes. Nous n'en avons pas, enfin très peu. On en a quelques-uns. Or, les demandeurs, donc les personnes qui sont à la recherche des chambres, les résidents permanents ou des citoyens naturalisés ou des réfugiés acceptés, ils sont en attente, mais on n'a pas d'accueillants hommes, parce qu'on ne fait pas de jumelages femme et homme. On fait femme/femme ou homme/homme. Ça, c'est un point important. » (Intervenante sociale d'un organisme communautaire)

Malgré les besoins et une demande présente dans la communauté, il existe donc des freins importants pour rejoindre les personnes âgées. Toutefois, devant une situation plus critique, certains individus vont s'ouvrir à des alternatives.

1.2 Contexte de crise et émergence de projet

Les besoins dans la communauté par rapport à l'intergénérationnel peuvent émerger dans différents contextes, notamment en contexte de crise du logement. Il y a divers scénarios faisant qu'un aîné se retrouve dans une situation où il devrait déménager dans un logement adapté, mais que les moyens (financiers, offres) manquent. Ainsi, les organismes faisant partie de cette recherche ont différentes formes de cohabitation intergénérationnelle, toutes adaptées aux

réalités sociales de leur communauté et répondant aux besoins observés. C'est aussi en réponse à des problématiques ponctuelles que des institutions gouvernementales peuvent octroyer un mandat à des organismes, tel qu'en contexte de crise. Lorsque plusieurs aînés se retrouvent seuls dans une maison, ils peuvent vivre de l'isolement, mais aussi avoir des difficultés au niveau de l'entretien, des tâches quotidiennes, etc. D'un autre côté, il peut exister un bassin de jeunes adultes aux études ayant un manque d'opportunités de logements.

« Nous c'est un vieux projet qui date, il a été confié à la Maisonnée en 2000, je n'étais pas ici non plus, donc c'était la Société d'Habitation du Québec qui, face à la crise du logement, qui sévissait en 2000-2001, euh se dit pourquoi pas ne pas offrir la possibilité à ce que, il y avait beaucoup d'inoccupations, de logement, de personnes d'un certain âge entre guillemets âge avec de grandes maisons et c'était vide. C'est vide. Et d'un autre côté, il y avait beaucoup de chercheurs, de logements et il y avait une crise. Donc, l'idée a été qu'on va faire de la cohabitation, du partage dans les logements. C'est de là qu'est venu l'idée par la SHQ et ils ont ensuite favorisé l'aspect intégration [...], parce que nous on a un département, c'est de ça que je m'occupe, c'est plutôt la recherche de logement. »
(Intervenante sociale d'un organisme communautaire)

Dans le cadre de la cohabitation avec des aînés, une population cible est prisée, celle des étudiants. Certains organismes se fient aux modèles existant en Europe où c'est un étudiant et un aîné qui partagent le logement de ce dernier. Avec les nombreux établissements postsecondaires, plusieurs municipalités du Québec sont propices à un potentiel bassin d'étudiants cherchant un logement abordable. C'est pourquoi le regard de l'agent de développement reste pertinent pour interroger les conditions pour mettre en place un projet intergénérationnel. Cette phase d'exploration permet également d'aller sonder les besoins des aînés quant aux alternatives d'habitation désirées.

« Si moindrement que QADA je ne l'ai pas, va falloir que je travaille d'une autre façon, m'a être capable d'arriver, mais plus à long terme. Mais j'aimerais que ça soit fait à court terme, c'est vrai que les personnes de plus en plus, ils veulent rester à maison, ils veulent

aussi rester dans leur milieu naturel. Mais nous on doit trouver des façons. Les services de jumelage, ça va être une façon qu'on va être capable de répondre. Mais à ce moment-là, il faut créer un arrimage au niveau des besoins. » (Directeur général d'un OBNL)

Lors des entrevues, les organismes ont rapporté des insatisfactions des aînés au niveau des résidences. Des inquiétudes à propos des baux de services (frais en excédant, limites financières) causent des appréhensions chez les aînés qui doivent se trouver un nouveau milieu de vie, mais dont les résidences ne correspondent pas à leurs moyens. Ainsi, les résidences ne représentent pas un choix pour tous. Quant aux CHSLD, les listes d'attente pour les chambres laissent présager que plusieurs aînés n'auront pas de place lorsque d'importants besoins se présentent.

« Ce que je dirais, qui est de plus en plus fréquent, c'est nos aînés qui nous consultent pour les résidences privées parce qu'il y a beaucoup de... c'est le bail de services qui amène souvent les difficultés parce que les propriétaires, locateurs ou les gestionnaires de maison, de résidences en profitent pour rajouter des services ou des montants sur le bail de services qui étaient non prévus fac il y a des montants qui sont chargés ou pris directement dans les comptes des aînés. Parce qu'on sait que ce n'est pas tout le monde qui ont les moyens de se payer des résidences, les grosses résidences privées. » (Intervenant communautaire d'un organisme communautaire)

Devant leur réalité changeante, les aînés doivent ainsi se préparer à changer de domicile, mais la transition est difficile pour plusieurs. Même si des options de cohabitation s'offrent à eux, il y a d'autres aspects à considérer, dont leur autonomie. Certains aînés ont de la difficulté à accepter l'aide d'autrui et plus particulièrement dans leur chez-soi. La perception d'être un fardeau peut également freiner certaines personnes âgées de s'impliquer dans des programmes intergénérationnels. Lors de leurs activités de promotion envers les aînés, les organismes mettent alors l'accent sur les aspects d'entraide, de communication et de partage mutuel.

« Ah bien les habitations partagées c'est justement l'objectif, c'est l'un de leurs objectifs, j'imagine, c'est ce qu'ils t'ont dit, c'est de permettre aux personnes âgées de continuer à vivre chez eux et dans leur communauté. À part de devoir changer de quartier, de ville, d'appartement et, de garder aussi une vie sociale avec... en partageant justement leur appartement. » (Chargé de projet et de communication d'un OBNL)

Ainsi, les organismes d'habitation partagée peuvent avoir un grand rôle dans la réponse aux besoins des personnes âgées et au maintien à domicile. Afin de pouvoir assurer leur mission, les organismes doivent toutefois avoir des bases solides et bénéficier de connaissances pour mettre sur pied des projets qui fonctionnent et considérant un éventail de facteurs. Ceci serait favorisé par un réseau solide entre organismes travaillant sur la cohabitation intergénérationnelle, mais les participants à cette recherche mentionnent les difficultés d'échanges et de communications entre eux.

1.3. Nécessité d'un réseau entre organismes

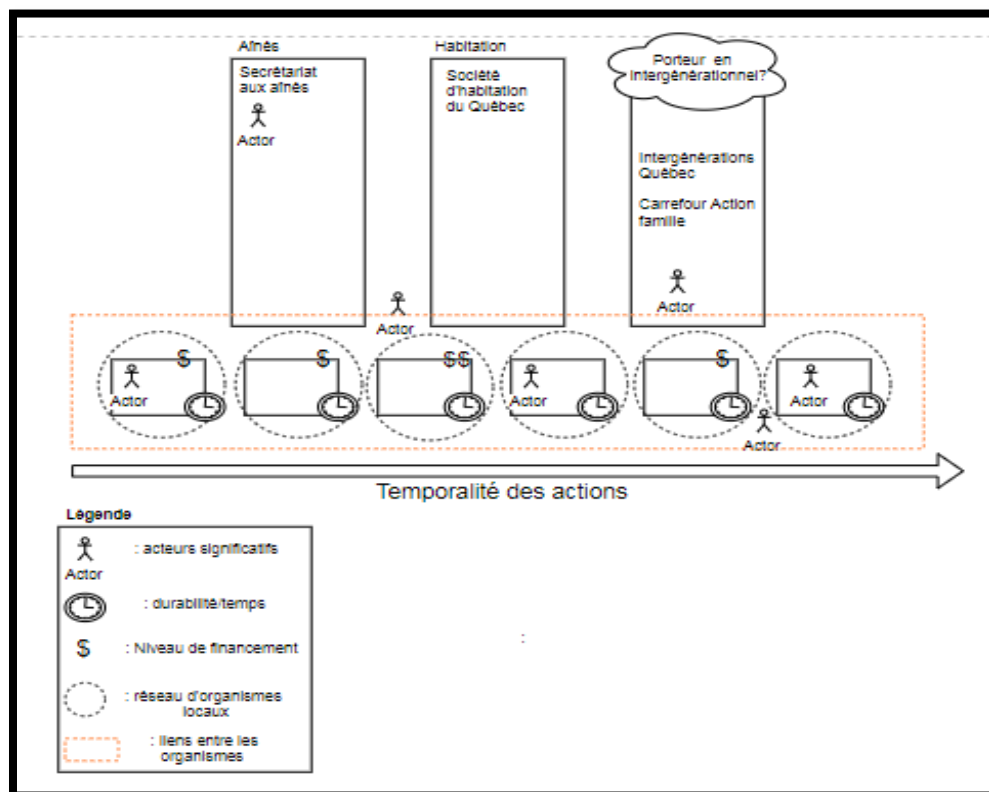
Le fait que les organismes d'habitation partagée soient peu en contacts et ne s'apportent pas d'aide mutuelle est lié aux enjeux suivants : manque de temps, d'employés et d'argent pour les coûts afférents (ex. : coûts du kilométrage). Ainsi, la réalité des organismes est qu'ils manquent déjà de ressources pour leur propre mission. La volonté d'échanger sur la cohabitation intergénérationnelle, de discuter de différentes astuces de promotion et de recrutement est présente chez les organismes. Plus qu'une volonté, il s'agit d'un besoin, car le manque de communication empêche les organismes de connaître certains outils et les différentes façons de fonctionner de chacun. L'expertise respective de chaque organisme est ainsi une ressource qui est négligée vu les différents freins financiers. Les organismes ayant participé à cette recherche ont

entre 2 et 32 années d'expérience en services d'habitation partagée, mais à la lumière des entrevues, les organismes se partagent très peu leurs connaissances et leurs ressources. Les organismes nomment toutefois leur volonté de partager avec les autres organismes, ce qui bonifierait leur offre de services, les territoires desservis, les techniques de recrutement, etc.

« Amener les gens à penser différemment, c'est ouvrir les esprits et c'est sûr que dans l'absolu, ce quoi pourrait améliorer les pratiques, je pense qu'on a quand même de bonnes pratiques, mais je pense que plus de concertation aussi dans le sens qu'il y avait un congrès à Bruxelles cette année. C'est d'avoir accès à ça, en termes d'habitation partagée au Québec, on n'a pas beaucoup de concertation, on a des outils, mais on les crée par nous-mêmes, ça serait intéressant qu'il y ait plus d'ouverture ou de congrès qui pourraient nous permettre d'avoir accès à ça. Qu'on puisse se parler. » (Directrice générale d'un OBNL)

L'analyse des entrevues avec les participants a donc fait émerger une réalité répandue chez les organismes d'habitation partagée : le fonctionnement en silo. Les organismes ne bénéficient pas d'un réseau organisé où ils pourraient échanger à propos de leurs projets. Ils travaillent tous dans leur microsystème et avec les ressources présentes dans leur communauté, modèle représenté à la figure 4. À défaut d'être en communication avec les autres organismes d'habitation partagée à travers le Québec, les organismes cherchent à créer des partenariats avec les différents acteurs de leur milieu. Par exemple, des institutions telles que les CLSC, les organismes avec des missions sociales qui recoupent celles des habitations partagées et autres acteurs, tels que des travailleurs de milieux travaillant régulièrement ensemble.

Figure 4. Les silos



Le point commun aux organismes est qu'ils ont tous mentionné le support d'Intergénérations Québec en tant que support, partenaire ou en tant que référence quant aux activités de réseaux l'intergénérationnel au Québec. Cet OBNL a joué un rôle clé dans le développement des organismes, en leur procurant du support, des conseils et la possibilité d'échange entre eux lors d'activités telles que leur forum participatif annuel.

« Qu'est-ce qui... c'est plutôt nous qui aussi qui leur apportons, c'est le soutien, c'est nous des fois qui apportons des éléments supplémentaires dans la vision de l'intergénérationnel, c'est-à-dire qu'aujourd'hui, il ne faut pas que ça reste uniquement dans le domaine des aînés, c'est une question sociétale.[...] C'est pour ça qu'Intergénérations Québec, c'est intéressant parce que ça permet aussi de partager avec d'autres, c'est le partage d'expérience, c'est le partage, tu vois, de vision de l'intergénérationnel qu'on doit amener plus loin. » (Intervenante sociale d'un organisme communautaire)

Les organismes constatent la nécessité des partenariats et la pertinence d'échanger avec d'autres acteurs du milieu. Les manques de ressources (peu d'employés et budget de transport) et de temps sont des freins au développement de réseaux entre organismes qui ont été soulignés à plusieurs reprises par les participants. Ce sujet est élaboré dans la section 1.5.1 à propos des ressources.

1.4 Le rôle des ministères

Dans une perspective macrosystémique, les organismes ont mentionné quelques bailleurs de fonds, la plupart étant des entités gouvernementales. Les principales attributions de subventions proviennent du Secrétariat aux aînés ainsi que du Secrétariat à la jeunesse. Cette section présente leur mission ainsi que les objectifs de leurs programmes respectifs.

Il est important de noter que, depuis novembre 2018, le Secrétariat aux aînés relève de la ministre responsable des Aînés et des Proches aidants sous le Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS, 2020). Le Secrétariat aux aînés a comme mission de « soutenir et encourager la participation sociale, civique, professionnelle et économique des personnes âgées » selon différentes politiques et des programmes ciblés (Secrétariat aux aînés, 2020, s.p.). Les mandats, provenant de décisions gouvernementales, sont réalisés selon une approche qui tient compte des besoins des aînés à différents niveaux : leur milieu de vie, leur niveau de vie et leur mode de vie. Ainsi, s'appuyant sur la politique *Vieillir et vivre ensemble chez soi, dans sa communauté, au Québec 2012-2017*, le Secrétariat aux aînés vise à une amélioration des

conditions de vie globales de la population vieillissante. Le rôle de conseiller se constate par l'apport de leur expertise dans l'élaboration de programmes et services aux aînés et avec des objectifs spécifiques :

- par la mise en place de partenariats avec les instances publiques et privées, nationales, régionales et locales, visant notamment
- à sensibiliser tous les acteurs aux réalités liées au vieillissement des personnes et de la société,
- à encourager la mise en place de services correspondant aux besoins et aux intérêts des personnes âgées,
- à soutenir leurs actions à cet égard et à en assurer la complémentarité et l'efficacité,
- à protéger les personnes âgées vulnérables;
- par la promotion des aspects positifs du vieillissement;
- par le soutien à la lutte aux préjugés et aux stéréotypes associés à l'âge;
- par la promotion du développement des liens intergénérationnels.³

Le Secrétariat aux aînés développe des stratégies et des actions favorisant le vieillissement actif dans les communautés et il contribue au développement d'environnements sains et sécuritaires pour les personnes âgées. Une attention particulière est d'ailleurs portée aux enjeux liés aux aînés vulnérables. Différents programmes ont ainsi été mis en place pour répondre à des besoins dans la société, tel que le programme Québec ami des aînés (QADA) qui finance des activités et des initiatives à portée locale, régionale ou nationale réalisées par des organismes sans but lucratif. En effet, les projets subventionnés contribuent « à adapter les milieux de vie aux réalités des personnes âgées, en vue de leur permettre de rester chez elles, dans leur communauté, dans des environnements sains, sécuritaires et accueillants » (Québec ami des aînés, 2019).

³ Gouvernement du Québec. (2020). *Secrétariat aux aînés*. <http://www4.gouv.qc.ca/fr/Portail/citoyens/programme-service/Pages/Info.aspx?sqctype=mo&sqcid=249>

Les projets à visée intergénérationnelle ont également d'autres sources de financement, tel que le Secrétariat à la jeunesse. Veillant à l'atteinte des objectifs de la Politique de la jeunesse, il a pour mandat de « conseiller le gouvernement en matière de jeunesse et d'assister le premier ministre dans l'exercice de ses responsabilités à cet égard » (Le Secrétariat à la jeunesse, 2012, s.p.). Il tient compte des diverses réalités des jeunes et à ce que les actions gouvernementales font sens avec la Politique de la jeunesse. La Stratégie d'action jeunesse est composée des cinq axes suivant : santé, éducation, citoyenneté, emploi et entrepreneuriat. Le troisième axe intitulé *Une jeunesse engagée en faveur de la culture, de la communauté et de la société* est particulièrement pertinent pour les organismes qui recherchent du financement pour leurs projets intergénérationnels. Faisant état du contexte de vieillissement de la population, la Stratégie jeunesse souligne que les jeunes doivent être outillés pour assurer la relève de la société « en collaboration avec les différentes générations et dans le respect de la diversité et de l'environnement » (Secrétariat à la jeunesse, 2016, s.p.). Pour le quatrième objectif de cet axe, *Favoriser le dialogue entre les générations et les relations interculturelles*, des actions gouvernementales ont été ciblées. Parmi celles-ci, c'est un partenariat avec l'Institut du Nouveau Monde (INM) a permis de mettre sur pied le projet *Les Conversations publiques sur la solidarité et l'équité intergénérationnelles*. Les enjeux discutés ont mené à la création du document *Cinq chantiers pour un Québec intergénérationnel*, lequel traite de la cohabitation intergénérationnelle, de la mobilité, de l'animation des espaces publics, de la participation sociale et de l'équité entre générations (INM, 2019).

1.4.1 L'apport d'organismes partenaires

Un autre acteur mentionné par les participants de cette recherche est le Carrefour Action Municipale et Famille (CAMF). Cet organisme à but non lucratif assure la mise sur pied, la promotion et le suivi des Politiques familiales municipales (PFM). Collaborant avec les municipalités, les partenaires de milieu et avec le gouvernement, le CAMF veille à la réalisation de ses projets via plusieurs activités de « promotion et sensibilisation ; formation et accompagnement ; recherche et développement ; représentation du réseau auprès des instances gouvernementales » (Carrefour Action Municipal et famille, 2020, s.p.). De plus, le CAMF a comme mandat d'apporter un appui lors d'une démarche Municipalité amie des aînés (MADA). Ce programme contribue au développement social, économique et communautaire des municipalités par différents objectifs :

- reconnaître les besoins spécifiques des aînés;
Favoriser l'adoption d'actions concrètes par et pour les aînés;
- encourager la participation active des aînés à la vie communautaire et la vie familiale;
- consolider la solidarité intergénérationnelle;
- promouvoir les saines habitudes de vie dans un contexte de vieillissement actif;
- encourager les aînés à prendre en charge leur santé et ainsi contribuer à leur autonomie par une vie plus active;
- appuyer les familles dans leur implication en lien avec les aînés;
- maintenir à l'emploi les aînés qui le désirent;
- lutter contre la maltraitance, les préjugés, l'âgisme et les stéréotypes.⁴

La mission de l'organisme est alors de contribuer à la qualité de vie de tous les membres de la famille (de l'enfant à l'aîné) et de s'impliquer dans les projets rendant les environnements favorables pour tous les âges. Quant aux mandats provinciaux, l'organisme doit accompagner les

⁴ Carrefour Action Municipale et famille. (2020). *Municipalité amie des aînés - Qu'est-ce qu'une MADA?*
<http://carrefourmunicipal.qc.ca/municipalite-amie-des-aines/quest-ce-quune-mada/>

municipalités avec un soutien technique suite à des subventions octroyées par le gouvernement, plus spécifiquement le Secrétariat aux aînés, en lien avec des politiques et des programmes précis. Le CAMF est ainsi sollicité dans la mise sur pied du programme MADA et pour appuyer les milieux dans la réponse aux besoins à la population. Leur expertise permet aussi d'interroger des enjeux en lien avec leurs projets, mais aussi en lien avec la question intergénérationnelle et comment sa perception a une influence sur le reste.

« Il faudrait que ça soit un, je vais dire un sujet d'actualité, il faudrait que ça soit sur la table, il faudrait qu'il y ait des études, je sais qu'il y en a déjà, mais il pourrait y en avoir plus. Il faudrait que ça devienne comme un réflexe, que ça fasse partie de la culture pour qu'on puisse y donner des réponses et trouver des solutions. L'intergénérationnel bénéficierait alors d'une réflexion commune. » (Directrice générale d'un organisme)

L'organisme guide et sensibilise donc les municipalités à prendre en considération les besoins des citoyens de façon concrète et en lien avec leurs politiques. Le CAMF travaille à différents niveaux avec le gouvernement national, mais aussi avec les gouvernements de proximité, soit les municipalités. Ces derniers ont un grand rôle au niveau terrain, mais nécessitent un accompagnement et une expertise pour développer leurs projets en tenant compte des lois, des responsabilités envers la population et des pistes de solutions sociales.

Quant aux préoccupations d'ordre intergénérationnelles, le CAMF y travaille davantage au niveau des questions familiales et dans des événements municipaux, tels que les Fêtes des voisins. Lors de regroupements entre voisins, des fêtes de quartier ou de regroupement communautaires, le CAMF offre des articles promotionnels (affiches, chandails, etc.), des outils tels que des bannières pour les plateformes web ainsi que leur *Guide de communication et de*

mobilisation à l'intention des municipalités. L'implication du CAMF en lien avec la Fête des voisins contribue au développement de liens significatifs entre les individus d'une communauté. En effet, « pour renforcer un tissu social bien souvent fragile, la Fête des voisins peut devenir un déclencheur d'une nouvelle dynamique entre voisins où cordialité, entraide et solidarité occupent une plus grande place. » (Carrefour action municipale et famille, 2020, s.p.). Ainsi la Fête des voisins n'est qu'un des multiples mandats du CAMF. Un autre mandat important est leur implication dans la démarche Municipalité amie des aînés. Financée par le ministère de la Famille, une subvention gouvernementale est octroyée selon plusieurs critères et s'adapte en fonction des réalités des municipalités et de leur nombre d'habitants.

Ainsi, ce programme et d'autres sources de financement sont ressortis des entrevues : des programmes du CIUSSS, de la Société d'habitation du Québec, de Centraide. Les organismes trouvent donc des opportunités de subventions à travers différents programmes en lien avec leurs projets et selon leurs besoins.

« Bin on a nos bailleurs de fonds, la Société d'habitation du Québec, on a Centraide, on a le CIUSSS. C'est sûr qu'on a des partenaires non financiers, des partenaires avec qui on fait affaire régulièrement, soit pour des références, pour de l'aide dans certains dossiers aussi. Nous on est financé par le CIUSSS maintenant, je pense que ça commencé avec eux autres, il y a aussi Centraide qui nous suit, pis depuis peut-être 15 ans, on a de l'argent de la Société d'habitation du Québec. On a de l'aide aussi aux employés avec Services Québec et Employabilité Canada, ils nous donnent des subventions pour pouvoir engagé du personnel de surplus. » (Directrice générale d'un OBNL)

Ainsi, une partie du financement peut être utilisé pour diverses nécessités soit pour des besoins de formations, des ressources humaines, des activités de promotion, etc. Certains organismes ont choisi de faire des demandes de financement pour l'embauche d'un agent de développement. Les

organismes sont alors toujours dépendants des subventions pour le déploiement et la continuité de leurs initiatives. Selon les besoins recensés dans la population, les programmes subventionnaires peuvent changer leurs orientations. C'est pourquoi l'octroi d'une subvention pour un an ne signifie pas que cette dernière soit donnée de façon récurrente dans les années futures, car les orientations du programme de financement peuvent changer. Il est aussi important de souligner que les organismes sont financés plus souvent par projet que pour la mission globale.

« Nous on est financé par le CIUSSS maintenant, je pense que ça commencé avec eux autres, il y a aussi Centraide qui nous suit, puis depuis peut-être 15 ans, on a de l'argent de la Société d'habitation du Québec. On a de l'aide aussi aux employés avec Services Québec et Employabilité Canada, ils nous donnent des subventions pour pouvoir engagé du personnel de surplus. » (Directrice générale d'un OBNL)

Il y a alors plusieurs défis pour les organismes qui mettent sur pied des projets de cohabitation intergénérationnelle. Le fonctionnement en silos des ministères et des programmes de subvention ne permettent pas aux organismes de s'assembler sous de mêmes normes et de bénéficier de financement permettant la promotion de l'intergénérationnel.

L'analyse thématique dans cette recherche permet d'approfondir la réflexion sur les organismes communautaires et la charge des enjeux sociaux qu'ils portent. Actuellement au Québec, il n'y a pas de porteur officiel en matière d'intergénérationnel. Les initiatives de cohabitation intergénérationnelle proviennent présentement des organismes communautaires, de certaines résidences et de la collaboration entre partenaires du milieu. Promouvant les activités intergénérationnelles et les opportunités d'échanges, Intergénération Québec est un organisme à

but non lucratif qui a comme mission de favoriser le « rapprochement entre les générations pour le développement d'une société ouverte, inclusive et solidaire » (Intergénérations Québec, 2020, s.p.). Ce réseau d'action offre des formations aux organismes pour le déploiement de leurs projets intergénérationnels et favorise le partage via la mise en place d'espaces de partage. Parmi ses principaux objectifs, cet organisme vise à « sensibiliser la population à l'importance des liens intergénérationnels pour favoriser la solidarité et le mieux-être collectif », encourager la participation sociale et agit à titre de référence et de partenaires envers différents milieux, tel que communautaire ou de la recherche (Intergénérations Québec, 2020).

Malgré qu'Intergénérations Québec est la référence de multiples organismes et travaille à mettre en contact les regroupements ou organismes intéressés à la question intergénérationnelle, ils doivent faire leurs demandes de subventions auprès des mêmes bailleurs de fonds et ils sont touchés par le manque de ressources.

« Oui, ça, c'est le grand dada de ma directrice qui, qui est toujours en train de souligner le manque de ressource, bon déjà le nôtre puis le manque de ressource des organismes qui font de l'intergénérationnel...qui n'ont pas les moyens. C'est vrai que souvent ce sont des organismes qui sont financés par le Secrétariat aux aînés ou la Jeunesse. Donc ce sont des organismes qui sont dédiés aux aînés ou à la jeunesse puis pour lesquels intergénérationnel c'est un plus. Et puis bien, quand il y a un manque de financement, c'est la première chose qui saute parce que c'est quelque chose qu'ils ont fait... c'est comme du zèle qu'ils ont fait par rapport à leur mission dans leur financement. » (Chargé de projet et de communication d'un OBNL)

Il est donc pertinent d'interroger les liens entre les rôles et les pouvoirs respectifs des acteurs dans une municipalité ou au sein du gouvernement. Présentée dans la recension des écrits, la nécessité d'instaurer une collaboration entre les différents paliers d'intervention (locaux,

régionaux et nationaux) est encore d'actualité. Afin de mettre en place des programmes intergénérationnels, un décloisonnement des efforts de recherche est essentiel pour promouvoir le savoir entre multiples domaines (Fonds de recherche Société et culture Québec, 2013) et ainsi développer des initiatives qui prennent en compte la complexité du vieillissement actif dans la société. Le fait qu'il n'y ait pas de porteur officiel en intergénérationnel est alors un frein pour les organismes. Au Québec, il n'y a pas de norme ou d'institution qui s'intéressent exclusivement à la question de l'intergénérationnel. Est-ce suffisant que plusieurs acteurs s'y intéressent un peu ou cela amène-t-il de l'incohérence et un dédoublement d'efforts chez les organismes?

« C'est l'affaire de tous, mais quand c'est l'affaire de tous, est-ce que c'est l'affaire de personne? Donc il faut vraiment qu'il y ait des porteurs, des leaders qui vont faire en sortes que ça se puisse et que ça se vise puis qu'il y ait des transformations de façons de faire. » (Directrice générale d'un organisme)

Par ailleurs, pour réaliser des projets d'ordre intergénérationnels, ils doivent s'assurer de trouver des bailleurs de fonds auprès de différents programmes gouvernementaux et de moduler leurs projets pour répondre aux critères spécifiques des programmes de subventions. Le prochain thème présente alors les données ayant émergé des analyses de données quant au défi du financement.

1.5 Le financement

Lors de l'analyse des thèmes, un concept est ressorti de toutes les entrevues, celui du financement propre à la mission de l'organisme ou à un projet spécifique, telle la mise sur pied d'un projet de cohabitation intergénérationnelle. Les formes de financement d'un organisme dans le

communautaire, d'un établissement au privé ou d'une institution publique sont variables et entraînent chacun leurs défis. Les organismes interrogés dans cette recherche ont des missions qui visent à répondre à de différentes problématiques sociales liées à l'habitation chez les aînés. En effet, les missions d'organismes d'habitation partagée s'articulent autour des besoins dans leur communauté, tels que l'isolement social, l'aide au maintien au domicile et la précarité économique. Dans certains cas, c'est également l'intention de bâtir des liens entre générations ou de répondre à une crise de logement qui oriente les actions des organismes. Fonctionnant par subvention, les organismes doivent alors faire arrimer leur mission aux critères des subventions. Comme toute organisation qui offre des services à la population, un organisme d'habitation partagée doit bénéficier de financement pour réaliser les différentes activités reliées à sa mission globale. Toutefois, les opportunités de financement chez les organismes à but non lucratif (OBNL) qui œuvrent dans l'habitation partagée pour aînés sont peu nombreuses au niveau gouvernemental et municipal, la plupart faisant partie des programmes Québec ami des aînés (QADA) et Municipalités amies des aînés (MADA). De plus, ces demandes nécessitent d'y passer un nombre d'heures considérable, car elles demandent des projets très détaillés pour un financement plus ponctuel que pour la mission globale, et ce, sans la garantie d'une subvention en retour.

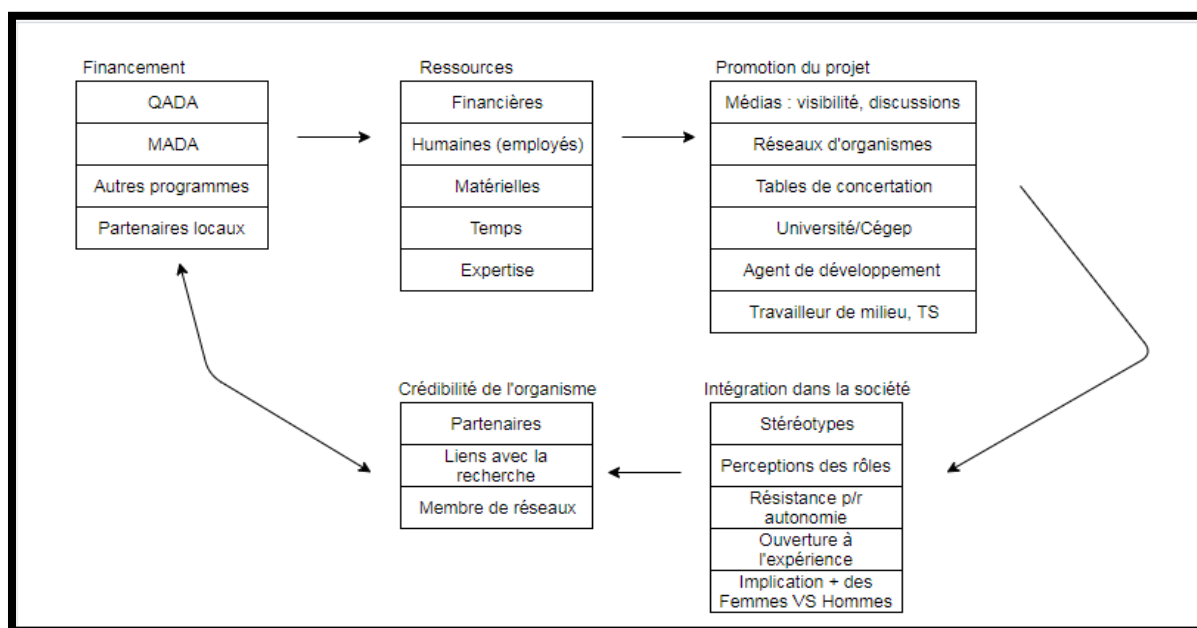
« Oui, j'aimerais ça qu'ils soient un peu plus ouverts pour les subventions, qu'ils essaient d'aider de plus en plus, ils veulent que les aînés demeurent à la maison. Puis peut-être aussi, est-ce que ça existe de l'aide pour faire des demandes de subventions, parce que c'est compliqué, pour que ça soit plus simple de faire des demandes pour que, d'avoir un peu d'aide. Parce que oui, ça aide financièrement de faire connaître. » (Directrice d'une PME)

Une autre grande difficulté de ce type de financement est qu'il faut que les organismes se classent dans des critères très spécifiques des programmes et qu'ils répondent de façon très orientée par les normes exigées par ce dernier. Sans une connaissance des programmes et une certaine expertise des demandes de financement, il est ardu pour les organismes d'obtenir ces subventions, surtout considérant la réalité du communautaire où le manque de ressources est une préoccupation à plusieurs égards. En effet, la plupart des organismes interrogés éprouvent des difficultés de financement qui limitent leurs ambitions, leurs projets même leur capacité de communication avec les autres organismes.

« Tout tourne quand même autour du financement, dans le sens que les organismes communautaires sont quand même un peu tous en survie. Là quand c'est le temps d'inclure un partenaire, de dire qu'on va faire une association, ça prend du temps, ça prend de l'argent. Souvent on ne l'a pas tant. On le fait quand même, on fait des partenariats, parce que... mais c'est beaucoup parce qu'on est beaucoup motivés puis on est passionnés. Sinon, on pourrait faire plus que ça, mais tout part du financement tout le temps. » (Directrice générale d'un OBNL)

En effet, la plupart des problématiques que vivent les organismes sont liées directement ou indirectement au manque de ressources financières, selon les réalités respectives des organismes. Chaque organisme qui a participé à cette recherche a mentionné les difficultés qu'entraînent un manque de financement et comment la mentalité « faire plus avec moins » est omniprésente dans la réalisation de ses objectifs. Lors de la phase d'analyse des données, l'élaboration d'un modèle (**figure 5**) a permis de mieux comprendre la dynamique entre les sources de financement, les sphères d'opérations et les ressources.

Figure 5. Le problème du financement



1.5.1 Les ressources

Il y a cinq principaux types de ressources identifiées dans les entrevues : financières, humaines et matérielles, de temps et l'expertise. Pour mieux comprendre le fonctionnement d'un organisme, leur mission, l'organigramme de l'organisme et leur réseau de partenaires, une analyse des différentes ressources des organismes est nécessaire. Le premier type de ressources, **financières**, a été abordé ci-dessus et il est considéré comme la pierre angulaire du fonctionnement d'un organisme. Les **ressources humaines** quant à elles, sont les personnes qui sont impliquées dans l'organisme, en tant qu'employés ou bénévoles. Les organismes peuvent également faire des demandes de subventions pour engager du personnel qu'ils jugent crucial pour le déploiement de projets, tels qu'un agent de développement ou des gestionnaires de réseaux. Des dirigeants d'organismes ont souligné vouloir donner un meilleur salaire à leurs employés, mais les

restrictions dans leur budget les empêchent de donner des salaires à la hauteur des qualifications des employés, lesquels sont souvent amené à porter dédoubler leurs efforts pour remplir leurs fonctions dans un contexte de manque de ressources.

« Dans le sens que j'aimerais être capable de donner des salaires mieux que ça pour les gens qui sont au sein de l'organisme actuellement, mais c'est difficile parce que je veux dire tu ne peux pas liquider tous tes argents parce qu'à ce moment-là, tu ne sais pas l'année prochaine, si tu vas avoir des sous encore. » (Directeur général d'un OBNL)

Un autre type de ressources, **matérielles et d'opérations** ont été discutées lors des entrevues. Les locaux des organismes, le matériel de promotion (brochures informatives et pancartes), le matériel de télécommunication (ordinateurs, cellulaires) et les moyens de transport disponibles font partie des outils d'opérations des organismes. L'accessibilité à ces derniers influence de façon directe leur habileté à rejoindre les individus qui bénéficieraient de leur projet intergénérationnel. L'adaptation et la modernisation de leur plateforme internet sont aussi nécessaires pour offrir des informations valides et récentes au public. Les opérations liées à ces mises jour nécessitent une expertise en informatique, laquelle engendre des coûts. Une partie du budget de l'organisme ou une demande de subvention doivent alors être prévus. Ainsi, le financement a un impact majeur sur l'éventail de services offerts par les organismes.

« Nous autres on s'est dit garde, on n'a pas mis notre fortune là dedans là, oui on a mis de l'argent pour le site web. Puis on est quand même toutes les deux dessus, donc on est quand même capable de payer l'entretien pour le site web, pour le téléphone. Tant et aussi longtemps qu'on est capable de l'alimenter ou de le faire vivre comme ça, on va y arriver. » (Directrice d'une PME)

De plus, une ressource plus abstraite a été identifiée, celle du **temps**. Avec des effectifs réduits, les organismes manquent régulièrement de temps pour accomplir leurs objectifs et toutes tâches qui seraient bénéfiques pour l'organisme, tel que participer à des congrès, faire des tournées dans des collèges d'enseignement général et professionnel, aller rencontrer d'autres organismes d'habitations partagées. Le financement a un impact direct sur les employés, car les organismes doivent fonctionner avec un budget déjà limité.

« Nous on a pas la ressource, on en manque de ressource. On fait, on avait demandé une ressource supplémentaire et on ne l'a pas obtenue, donc c'est aussi pour ça. Vous imaginez, il faut y aller sur place, pas envoyer par courriel, il faut le contact, il faut aller sur place, il faut prendre le temps de présenter le projet à des partenaires. Tout ça, ça prend du temps et en même temps, on a en même temps des dossiers, on a en même temps des gens qui attendent, il faut visiter des logements, il faut faire les rencontres, bref. La ressource nous manque pour faire la promotion. » (Directrice d'une PME)

Le temps a également été abordé sous un autre angle par les participants quant au fait que les subventions gouvernementales soient généralement attribuées pour 1 an. Dans le cas des initiatives intergénérationnelles, ce délai est trop court pour faire la promotion, aller rencontrer des partenaires potentiels et faire des jumelages. Ainsi, les organismes peinent à accomplir les objectifs établis dans leurs demandes de subvention. Pour un projet intergénérationnel visant une grande portée sociale, un budget de fonctionnement sur 3 ans permettrait plutôt des actions sur le long terme et ainsi une offre de service consolidée dans la communauté et durable dans le temps.

« Il est tellement innovateur ce projet, il est tellement bénéfique pour les jumelés eux-mêmes, que si on nous avait donné 3 ans, si on nous avait donné 3 ans de financement et une année entière, on ne fait que de la concertation, on ne fait qu'aller dans les quartiers, tu vois, on va établir le lien. Mais on ne peut pas, car à chaque année, il faut donner des résultats maintenant [...]. Et c'est pour ça que c'est plus complexe que ça ne facilite pas. Si on avait quelque chose de plus long terme [...] aller chercher les personnes-ressources, les alliés, peut-être rencontrer d'autres organismes, peut-être le Centre des femmes. Au

niveau des aînés, il y a la FADOQ, le Bel-âge, il y a beaucoup de... on n'en fait pas assez, on n'a pas le temps. » (Intervenante sociale d'un organisme communautaire)

1.5.2 La promotion d'un changement de culture

Les différentes ressources vont permettre de faire la promotion de l'organisme et de faire connaître les services d'habitation partagée dans la population, car il s'agit d'une alternative d'habitation encore peu connue au Québec. Les organismes ont observé des réticences et des perceptions erronées chez les aînés et chez certaines organisations d'aînés quant aux programmes de cohabitation intergénérationnelle. En effet, il y a un travail d'information à faire dans la population pour assurer aux aînés que les habitations partagées sont une option sécuritaire et qui offre plusieurs avantages, tels que le partage avec une personne d'une autre génération, une aide avec le paiement du loyer et avec les tâches. C'est ainsi au niveau des mœurs québécoises que les organismes s'aperçoivent que la cohabitation n'est pas instaurée dans la société, c'est-à-dire que les normes d'habitation n'incluent pas encore les habitations partagées.

« C'est peut-être de créer comme autres choses, de... essayer de changer les mentalités, d'essayer de montrer aux gens qu'il y a d'autres choses qui existent. On est parti sur un fonctionnement qui ne pourra pas durer tellement longtemps là, parce que les résidences de personnes âgées sont de plus en plus grosses, mais les gens se sentent de plus en plus seuls dedans, il y a quelque chose qui cloche. » (Directrice générale d'un OBNL)

En effet, plusieurs organismes ont constaté qu'il y a un travail important à faire au niveau de la population afin de démystifier la cohabitation intergénérationnelle et pour convaincre des bienfaits de cette alternative d'habitation. Le fait que la cohabitation intergénérationnelle ne soit pas intégrée dans la culture québécoise représente un défi de taille pour les organismes qui

mettent des efforts pour faire connaître leurs services, lesquels répondent à plusieurs besoins sociaux : briser l'isolement chez des personnes vulnérables, maintien à domicile des aînés, support aux étudiants dans leurs finances, etc. Dans un premier temps, un des défis est de rejoindre la population avec différentes activités de promotion et d'ensuite convaincre que cette pratique d'habitation est sécuritaire, bénéfique pour toutes les parties et qu'il y a une expérience enrichissante de partage humain qui découle de la cohabitation intergénérationnelle.

« C'est une vision qu'on change carrément, c'est une vision, une vision du rôle des aînés dans une société, c'est la vision du, d'être ensemble comme on dit et c'est une vision, je trouve qui fait appel à plus d'humains, plus d'harmonie dans une société puis les impacts seraient bénéfiques sur la santé et sur beaucoup d'aspects. » (Intervenante sociale d'un organisme communautaire)

Il y a ainsi un important travail concernant l'intégration de la cohabitation intergénérationnelle dans la conscience collective et de ses bienfaits au niveau social et économique. Pour faire avancer la discussion quant aux initiatives intergénérationnelles, les organismes siègent régulièrement à des tables de concertation quant aux enjeux sur le vieillissement et sur l'habitation. Les tables de concertation se définissent comme suit : « groupe de personnes qu'on réunit dans le but de les informer ou de les consulter sur un problème politique, économique ou social en vue d'une prise de décision en commun » (Thésaurus de l'activité gouvernementale, 2002, s.p.). Les réflexions provenant des tables de concertation, des différents congrès et du partage entre chercheurs et des organismes mènent parfois à l'élaboration de projets ou d'orientations pour les communautés. Plus que de donner de l'information sur les alternatives d'habitation possibles, c'est un changement de culture, un changement de perception dans le rapport à l'autre est nécessaire.

« Quand on a débuté le projet, on se faisait souvent dire : oh mon dieu, ça ne marchera pas ici, les personnes âgées sont riches ici. Ils sont indépendants et puis ils voyagent et ils ont de l'argent, ils n'attendent pas après un jeune. Ils ne veulent pas avoir ça dans leur maison. Bin là je me disais que c'est parce que ça se peut pour certaines catégories de personnes âgées, mais pas vrai pour tous les aînés là. » (Directrice d'une PME)

Un autre élément clé dans la promotion d'un projet intergénérationnel est l'apport d'un agent de développement ou de communication. Cet acteur permet à l'organisme de faire des recherches de terrains, de faire le déploiement du projet en élaborant des activités dans le milieu ciblé. De plus, l'agent favorise le développement de relations dans la communauté et avec d'autres organismes ayant des intérêts communs. Finalement, « l'agente ou l'agent voit à la planification, la coordination et l'animation de la mise en œuvre d'un plan d'action en lien avec une thématique » (Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec, 2020, s.p.).

« Souvent, elle essaie de trouver un organisme vraiment motivé qui va être notre référence sur place parce que c'est eux qui peuvent motiver les autres à venir, nous trouver une salle ou nous accueillir. Après, elles se déplacent, elles vont faire les formations, elles font aussi des présentations en région, des activités d'Intergénérations Québec, des bienfaits de l'intergénérationnel. » (Chargé de projet et de communication d'un OBNL)

1.5.3 Crédibilité de l'organisme

Le fait qu'un organisme devienne crédible aux yeux de la population et à ceux des programmes gouvernementaux est primordial pour la pérennité de l'organisme. La collaboration avec de plus grands acteurs (ex. : Intergénérations Québec) fait partie de conditions favorables pour bénéficier de plateformes, de réseaux où faire connaître l'organisme. Le fait que des institutions ou des bailleurs de fonds connaissent les services et peuvent s'assurer du sérieux de la démarche des organismes fait partie des préoccupations des directeurs et responsables. C'est de cette façon que

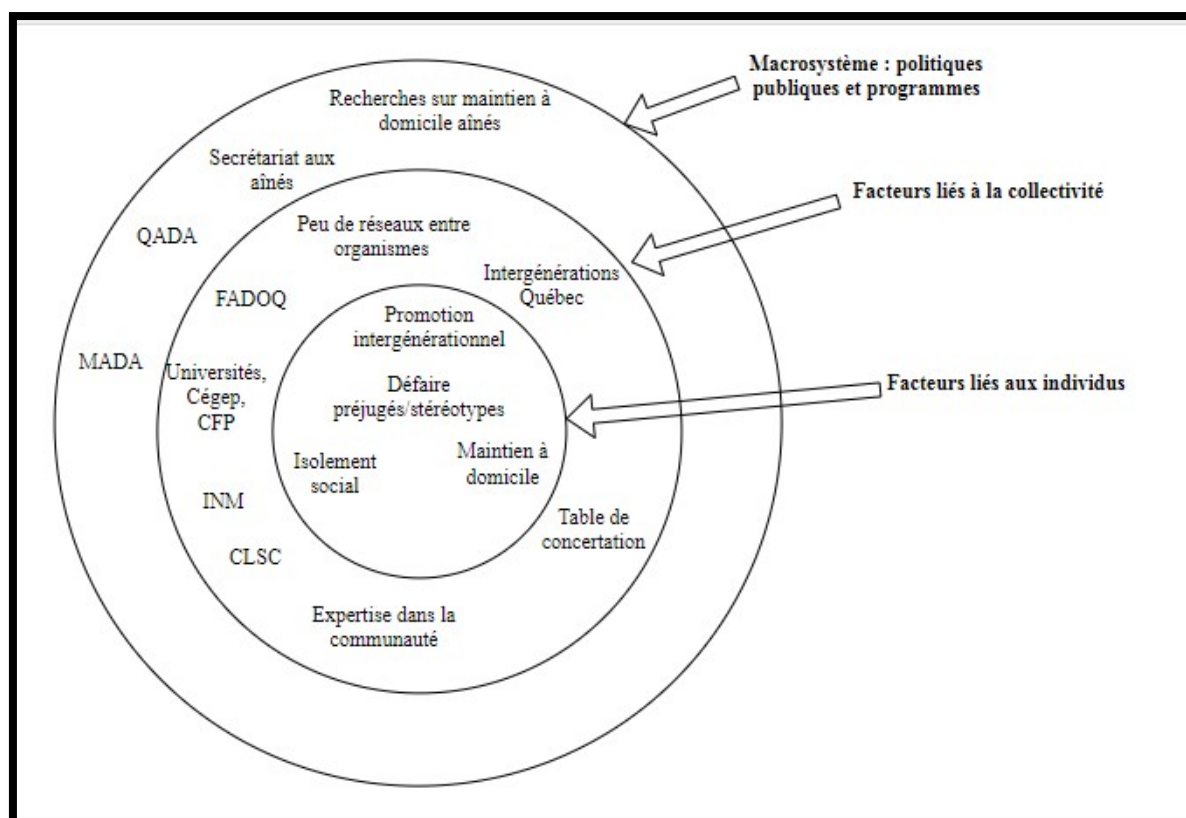
les demandes de subventions peuvent être justifiées, car l'organisme démontre qu'ils répondent à des besoins dans la population et justifie la pertinence de leurs services.

« À ce moment-là, on demande à chaque partie, ce n'est pas énorme, mais on demande 20.00 \$ par année qui va générer une carte de membre. Okay, c'est bon pour nous pour démontrer le nom puis que c'est sérieux et pour démontrer aux bailleurs de fonds, une contribution des gens. C'est une façon qu'on démontre qu'il y a une contribution des gens, que oui, ils voient qu'il y a une nécessité. » (Directeur général d'un OBNL)

2. Liens avec le modèle conceptuel MADA

Les organismes ou groupes ont identifié des besoins sociaux et tentent d'offrir des services qui leur répondront, et ce, dans le meilleur de leurs capacités. Présenté dans la méthodologie, le modèle écologique du vieillissement actif MADA permet donc de comprendre les différents niveaux impliqués quant à l'implantation des services de cohabitation intergénérationnelle au Québec. Les sphères du modèle ont été reprises pour élaborer un nouveau modèle, soit le modèle écologique des organismes d'habitation partagée (ci-dessous). Cette figure présente les différents facteurs et acteurs selon trois niveaux : ceux liés aux individus, ceux liés à la collectivité et ceux appartenant au macrosystème.

Figure 6. Modèle écologique des organismes d'habitation partagée



Cette figure permet de comprendre le rôle des acteurs impliqués envers les organismes d'habitation partagée qui souhaitent développer un projet de cohabitation intergénérationnelle. L'interaction entre les aspects individuels, collectifs et intergénérationnels peut être comprise par la figure 6 (ci-dessus). Les partenaires, membres de la communauté, organismes et institutions peuvent se classer selon différents niveaux. Le macrosystème, représenté par les politiques publiques et programmes, inclut le Secrétariat aux aînés, le programme Municipalités amies des aînés et le programme Québec (MADA) ami des aînés. Ces acteurs ont un pouvoir de décision envers les organismes et leurs appuis (financiers, partenariat) ont un impact important sur le fonctionnement des organismes. Ces acteurs ont également une portée sociale importante, car ils sont au cœur de l'élaboration de programmes sociaux et politiques répondant aux besoins actuels

des aînés. Prônés par l'Organisation mondiale de la santé, les appels de projets pour des actions relatives au soutien au vieillissement actif et à la participation sociale des aînés peuvent se faire au niveau local, régional et national.

Quant aux facteurs liés à la collectivité, ces derniers sont liés aux services offerts dans la collectivité ainsi que les structures sociales mises en place pour répondre aux besoins de la population. Des acteurs tels que des CLSC, des universités, des instituts de recherche, etc. sont des alliés importants des organismes d'habitation partagée quant au déploiement des projets intergénérationnels. Ainsi, diverses organisations, telles la FADOQ, les tables de concertations pour aînés d'arrondissement, des tables interdisciplinaires de municipalité ou de MRC, offrent des moyens de partage d'information et d'échange sur les enjeux liés aux aînés. Ainsi, en ayant un contact direct avec des acteurs diversifiés (citoyen aîné, membre d'organisation, organisateur communautaire, directeurs/directrices d'organismes locaux), des partenariats peuvent se créer et des idées de projets pouvant répondre à des besoins retrouvés dans la communauté peuvent émerger des discussions. Il est pertinent d'interroger la place que l'intergénérationnel prend dans notre société. Quelles sont les implications chez les citoyens, quels sont les objectifs des ressources intermédiaires mettent en place des projets et quelles sont les bases des programmes gouvernementaux? Les interrogations sur l'intergénérationnel transcendent alors tous les niveaux d'intervention.

« C'est peut-être aussi une question de perceptions à changer [...] on a peut-être une perception de l'intergénérationnel comme le lien de soutien, d'entraide et de proche aide, mais c'est beaucoup plus que ça l'intergénérationnel. [...] On peut penser à l'école, comment on pourrait tirer profit de l'expérience de profs à la retraite ou de toutes sortes d'aînés qui ont des expériences de vie que les jeunes pourraient bénéficier tout au long de leur parcours scolaire. [...] Cet échange-là, ce partage, de mentorat et de connaissances est favorable tout au long de la vie. Puis on n'intègre pas ça nulle part...

est-ce qu'on a vraiment une offre qui permet de créer ces liens intergénérationnels là et de tous les bénéfices que cela peut avoir? » (Directrice générale d'un organisme)

Comme mentionnés dans les analyses thématiques, les aspects individuels sont cruciaux dans la compréhension du modèle, car ils sont au cœur des préoccupations engendrant les projets de cohabitation intergénérationnelle. Ces concepts appartenant aux individus, tels que la promotion de l'intergénérationnel, les efforts pour défaire les préjugés entre les générations, l'isolement social et le maintien à domicile ont d'ailleurs été élaborés dans la section 1.1. Le tableau ci-dessous présente un sommaire des principaux leviers et freins dégagés lors de l'analyse.

Tableau 3. Sommaire des leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle

Leviers à la cohabitation intergénérationnelle	Freins à la cohabitation intergénérationnelle
1. Promotion de l'intergénérationnel	1. Âgisme entre générations
2. Déconstruire les préjugés et stéréotypes entre les générations	2. Défis de recrutement des personnes âgées
3. Mobilisation et intérêt des étudiants envers le projet	3. Refus d'accepter l'aide chez les personnes âgées (rapport à l'autonomie challengée) et peur d'être un fardeau pour autrui
4. Collaboration avec intervenants de la communauté (travailleurs sociaux et de milieu) et implication d'un agent de développement	4. La peur chez les aînés (et organismes d'aînés) en lien avec la maltraitance
5. Politiques (ex. : Politique familiale municipale) et mandats gouvernementaux (ex. : Québec ami des aînés)	5. Manque d'adhésion des hommes âgés aux projets
6. Réseau et communication entre organismes œuvrant dans l'habitation partagée	6. Le fonctionnement en silo du gouvernement au niveau des secrétariats (Aînés et Jeunesse) et du Ministère de la Famille
7. Support d'organismes partenaires (Intergénération Québec et Carrefour Action municipale Québec)	7. Manque de ressources financières
8. Subventions du Secrétariat aux aînés, du Secrétariat à la jeunesse ou du Ministère de la Famille et autres bailleurs de fonds (ex. : Centraide)	8. Subventions échelonnées sur le court terme

3. Discussion

3.1 Développement d'une approche globale de l'intergénérationnel

Selon le Chantier des Générations de l'Institut du Nouveau Monde, « le vieillissement de notre société doit nous amener à remettre en question les modèles traditionnels de logement. Des initiatives, au Québec et ailleurs dans le monde, nous prouvent qu'il est réaliste de faire cohabiter les différentes générations de façon harmonieuse » (INM, 2019, p. 20). Toutefois, ce type d'habitation intergénérationnel gagne à se faire connaître au Québec et un énorme travail de promotion des bénéfices et de la faisabilité demeure entre les mains des organismes qui n'ont pas assez de ressources pour mener à bien leurs objectifs. En effet, les résultats de cette recherche témoignent du manque de différentes ressources (financières, personnel, temps), lequel limite les organismes dans leurs actions et dans l'atteinte de leurs objectifs. Ainsi, malgré toute la pertinence et les bienfaits démontrés des projets intergénérationnels ou plus précisément de la cohabitation intergénérationnelle, cette recherche a comme finalité de contribuer à une réflexion sociale : quelles sont les avenues pour assurer le développement d'une approche intergénérationnelle globale?

L'intergénérationnel est actuellement difficilement praticable dans le contexte québécois d'habitation. Tant que les subventions des projets intergénérationnels fonctionneront en silos et de façon dichotomique, il sera difficile pour les ces derniers d'être soutenus. En effet, deux instances gouvernementales sont les principales sources de financement des organismes d'habitations partagées qui tentent de mettre sur pied des initiatives intergénérationnelles, soit le Secrétariat aux aînés et le Ministère de la Famille. Toutefois, aucune n'est porteuse officielle de

l'intergénérationnel. Il serait intéressant d'aller questionner le Secrétariat aux Aînés et le Ministère de la Famille, pour savoir leurs positions sur les enjeux intergénérationnels et amorcer une concertation commune sur la notion d'intergénérationnel et comment nous l'appliquons dans la société.

Cette recherche a donc soulevé des leviers et freins sont beaucoup plus au niveau du macrosystème, car à l'heure actuelle, il n'existe pas de porteur officiel en matière d'intergénérationnel au Québec. Il est nécessaire à la survie d'un organisme d'avoir des fonds d'opération suffisants pour assurer l'offre de services à la communauté, d'avoir un réseau de partenaires local et régional et de bénéficier du support des différentes entités gouvernementales. En tant que société, si nous appliquons l'intergénérationnel seulement avec des projets circonscrits dans le temps et dans leurs ressources, ces derniers ne peuvent se déployer à leur pleine capacité et ils ont de la difficulté à entraîner les changements sociaux escomptés.

Des pistes de solutions aux freins exprimés par les différents participants de cette recherche orientent la réflexion vers le développement d'une nouvelle entité gouvernementale qui pourrait gérer la question intergénérationnelle. Toutefois, en suivant ces pistes qui semblent pourtant logiques, la problématique des silos persisterait. En effet, l'intergénérationnel deviendrait un autre silo dans le système gouvernemental. Il ne serait donc pas optimal pour l'intergénérationnel d'être limité à un secrétariat. Le concept d'intergénérationnel doit transcender les projets et convaincre de sa pertinence pour l'appliquer de façon globale dans les entités gouvernementales déjà existantes

3.2 La pertinence du développement des projets intergénérationnels

Au Québec, des projets d'habitation intergénérationnels se développent et plusieurs facteurs doivent être tenus en compte afin d'y retrouver l'élément intergénérationnel, outre la cohabitation. Les espaces communs doivent susciter l'interaction et des fêtes et diverses activités représentent un vecteur pour la création de liens. De plus, la considération du vieillissement actif est également un aspect crucial pour développer des projets d'habitation qui vont répondre aux besoins des aînés (UTILE, 2019).

Le concept de vieillissement actif de Walker (2009) vient également appuyer la pertinence de programmes et d'initiatives intergénérationnelles. Ce concept social souligne que c'est la mise en place d'initiatives sociales et de politiques publiques qui permettent aux aînés de se sentir reconnus par la société. Parmi les principes directeurs du concept de Walker (2009), lequel englobe tous les groupes d'âge et les différentes réalités sociodémographiques, « le vieillissement actif comprend toutes les activités significatives pour le bien-être de l'individu, de sa famille, de la communauté ou de la société et ne se restreint pas à l'employabilité et à la productivité » (Walker, 2009, s.p.). Il s'agit d'une reconnaissance des droits et la participation sociale des aînés ainsi que de travailler à la solidarité intergénérationnelle (Walker, 2009).

Les résultats de cette recherche corroborent ainsi avec l'état des connaissances concernant la cohabitation intergénérationnelle, laquelle nécessite un grand support des institutions pour assurer la pérennité de la mission des organismes. En effet, « la difficulté économique des associations qui ont du mal à trouver un modèle économique pour équilibrer leurs comptes, étant

donné les compétences requises et le temps nécessaire pour assurer le suivi des relations entre les seniors et les jeunes. Elles ont besoin de subventions publiques de la part des collectivités locales. » (Audiard Rennes, 2015, p. 88).

En référence aux entrevues réalisées dans le cadre de cette recherche, quelques ajouts conceptuels pourraient être ajoutés afin de comprendre la complexité des relations intergénérationnelles et le fait que la cohabitation intergénérationnelle soit difficile à intégrer comme alternative d'habitation. En effet, il ne s'agit ainsi pas seulement d'interactions entre une personne âgée et une plus jeune, mais d'un réel échange entre les différentes expériences, connaissances et perceptions entre individus de générations différentes. Comme certains organismes l'ont souligné, il n'est pas suffisant de faire une activité dite « intergénérationnelle » et laisser les gens à eux-mêmes sans mettre de conditions favorables à des échanges significatifs. L'intergénérationnel devient alors un concept qui décrit une relation, une activité, un mode de cohabitation, des enjeux, bref ce qui implique des personnes de générations différentes qui, à travers leurs différences d'âge et d'expériences, tendront à développer des liens significatifs si les conditions sont présentes et où des enjeux mutuels les préoccupent. L'intergénérationnel devient un concept de plus en plus pertinent en lien avec les différents défis du vieillissement de la population. Pour corroborer avec les résultats de ce mémoire, la recherche élaborée par l'UTILE, souligne que les étudiants et les personnes âgées vulnérables bénéficient de ce type de « projet collectif vecteur de lien social entre ses résidents, ainsi que de solidarités réciproques » (UTILE, 2019, p. 5).

Ce mémoire a permis d'approfondir les leviers et freins des projets de cohabitation intergénérationnels vécus par les organismes d'habitation partagée au Québec. Ce type d'habitation alternatif peut s'adapter à plusieurs réalités et quelques organismes travaillent pour rejoindre les aînés isolés ou voulant vieillir chez eux. Les résultats de cette recherche indiquent qu'il y a une nécessité à former un réseau sur la question intergénérationnelle au Québec pour soutenir de façon formelle et durable les organismes qui mettent sur pied des initiatives répondant à plusieurs besoins dans la population, tant chez les aînés que chez les individus de générations différentes. Il reste à questionner quels types d'investissement social et économique permettraient de mieux outiller la population et les communautés. Ultérieurement, il serait également intéressant de creuser pourquoi les femmes sont davantage interpellées par ces projets que les hommes, une réalité soulevée par plusieurs participants à cette recherche.

Conclusion

Dans le contexte du vieillissement de la population, les organismes d'habitations partagées oeuvrant dans la cohabitation intergénérationnelle répondent à plusieurs besoins chez la population âgée. L'isolement social, la recherche de solidarité entre générations, l'offre de logements adaptés aux différentes réalités des aînés sont tous des thèmes qui sont abordés dans ce mémoire. En effet, ce projet de recherche a contribué à établir le portrait de la réalité québécoise en lien avec l'actualisation de projets de cohabitation intergénérationnelle. Cette recherche qualitative avec finalités descriptive et exploratoire a permis de connaître les enjeux actuels que vivent les organismes quant aux leviers et freins de tels projets et d'identifier quels besoins (physiques, psychologiques, sociaux et économiques) sont ciblés par les organismes.

Le premier chapitre présente la problématique, laquelle traite principalement des enjeux liés au vieillissement de la population. Plusieurs statistiques permettent de comprendre le portrait actuel et futur au niveau mondial, national et local. Au Québec, le fait que la génération des babyboumeurs arrive dans la tranche d'âge de 65 ans et plus explique en partie les changements démographiques. Face à une société qui change, où les aînés vivent plus longtemps avec des réalités hétérogènes, le défi est et de repenser l'offre de services psychosociaux, réfléchir aux conditions de vie et plus encore. Les différents déterminants de la santé sont également présentés dans ce chapitre pour souligner la contribution des conditions d'habitation, lesquelles sont liées à la salubrité; à la sécurité; aux ressources financières et à mobilisation de certaines instances. En termes d'environnement bâti, quatre grands types de formule d'habitation sont décrits dans cette section : l'hébergement public, les résidences pour aînés, l'habitation sociale et l'habitation

communautaire. Malgré cette offre, il subsiste une urgence de trouver des formules d'habitation qui tiennent compte la demande croissante en soin à domicile, du manque de logements adaptés et de l'isolement social. Une interdisciplinarité entre le champ du cadre bâti et celui des soins de santé et de services sociaux est alors nécessaire afin de mettre à contribution des experts. La seconde partie de ce chapitre détaille la recension des écrits. Une distinction des termes comportant le mot « génération » est proposée pour circonscrire l'utilisation d'« intergénérationnel » dans cette recherche. Le contexte d'émergence d'initiatives intergénérationnelles et les types d'habitations retrouvés ici et ailleurs dans le monde sont expliqués afin d'offrir une vue d'ensemble sur le phénomène.

Le deuxième chapitre présente le cadre conceptuel choisi pour soutenir cette recherche. Le modèle écologique donne ainsi une orientation à la recherche et permet de considérer les déterminants individuels et environnementaux de la santé. C'est plus précisément le *Modèle du vieillissement actif* (MADA-QC, 2009) qui est détaillé dans cette section. Décliné sur trois grands axes (sécurité, santé et participation), ce modèle contribue à la réflexion sur l'émergence de programmes adaptés aux besoins des aînés. C'est l'interaction entre les divers niveaux d'intervention qui est la pierre angulaire de ce modèle et qui permet d'interpréter les résultats de cette recherche.

Le troisième chapitre détaille la méthodologie employée dans cette recherche. Cette section explique le devis initialement envisagé pour cette recherche, soit une étude de cas multiples. Devant un manque de participants, il a fallu se questionner sur le sens de cette problématique de

terrain. La recherche allait prendre une autre orientation, car la cohabitation intergénérationnelle n'est pas coutume au Québec. Tel que mentionné précédemment, le choix de la méthodologie s'est arrêté sur une étude descriptive qualitative à visée exploratoire. Les neuf participants à cette étude provenaient de différents milieux (communautaires, privé et gouvernementaux). La collecte de données fut riche suite aux entrevues et aux documents consultés (guide de pratiques, photos, sites internet, journaux de bord, etc.). L'utilisation de logiciels, de tableaux et l'élaboration de schémas ont permis de structurer les données brutes (verbatim et document). La durée de l'étude s'est étendue sur 1 an.

Le quatrième chapitre présente l'analyse des résultats de cette recherche, un gros morceau de cette recherche. L'analyse a dégagé les principaux thèmes : les aspects individuels; le contexte de crise et l'émergence de projet; la nécessité d'un réseau entre organismes et le financement. Grâce au modèle conceptuel, il a été possible d'établir les liens manquant entre les concepts, tels que l'interdépendance entre les systèmes et le rôle de chacun. Finalement, dans la discussion, une réflexion sur le « vivre ensemble » est abordée. Dans la recension des écrits, il est démontré qu'ailleurs dans le monde, les sociétés ont de différents modèles d'habitation, plus inclusifs et tenant compte des besoins dans les populations vulnérables. Dans les résultats, les données ont présenté des initiatives intergénérationnelles fondées sur une nécessité d'adapter l'offre en matière d'habitation pour aînés. Le manque de ressources pour ces organismes est toutefois handicapant pour ces organismes et ils ne peuvent se permettre de porter la cause de l'intergénérationnel à eux seuls. Les principaux leviers et freins se retrouvent alors entre les mains des acteurs du macrosystème, soit les instances gouvernementales. Il ne faut toutefois pas

négliger ce que l'individu peut accomplir en termes d'ouverture d'esprit, d'entraide, de solidarité et de bienveillance pour son prochain.

Références

- Anctil, H. et coll. (2012). *La santé et ses déterminants. Mieux comprendre pour mieux agir*. Ministère de la Santé et des Services Sociaux. <https://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2011/11-202-06.pdf>
- Agence régionale de santé. (2016). *Loi pour l'adaptation de la société au vieillissement*. https://www.ars.sante.fr/sites/default/files/2017-02/2017-ASV_DP.pdf
- Audiar Rennes. (2015). *Habitat et vieillissement. Les formules de logements intermédiaires pour personnes âgées, entre le domicile personnel et l'hébergement institutionnel*. <https://www.audiar.org/publication/demographie-et-habitat/modes-de-vie-et-societe/habitat-et-vieillessement>
- Bigonnesse, C., Garon, S., Beaulieu, M. & Veil, A. (2011). *L'émergence de nouvelles formules d'habitation : mise en perspective des enjeux associés aux besoins des aînés*. *Économie et Solidarités*, 41(1-2), 88–103. <https://doi.org/10.7202/1008823ar>
- Brownell, P. et Resnick, R. P. (2005). Intergenerational-Multigenerational Relationships. *Journal of Intergenerational Relationships*, 3, 67-75. https://doi.org/10.1300/j194v03n01_06
- Bureau, G., Cardinal, L., Côté, M., Gagnon, É., Maurice, A., Paquet, S., Rose-Maltais, J., et Tourigny, A. (2017). *Rejoindre, comprendre et accompagner les personnes aînées isolées socialement : Une trousse d'accompagnement*. Québec : FADOQ – Régions de Québec et Chaudière-Appalaches (FADOQ – RQCA).
- Carette, J. (2011). Repenser la solidarité intergénérationnelle. *Vie économique*, 2(4). http://www.eve.coop/mw-contenu/revues/11/97/RVE_vol2_no4_Carette.pdf
- Carrefour action municipal et famille. (2020, 12 mai). *La fête des voisins*. <http://carrefourmunicipal.qc.ca/municipalite-amie-des-aines/>
- Carrefour action municipal et famille. (2020, 2 avril). *Municipalité amie des aînés*. <http://carrefourmunicipal.qc.ca/municipalite-amie-des-aines/>
- Centre de recherche sur le vieillissement et Le Carrefour Action municipale et famille. (2016). *Cahier d'information et de sensibilisation pour aînés*. http://carrefourmunicipal.qc.ca/wp-content/uploads/2015/07/guide-habitation_april-2017-revisions.pdf
- Coele, M. (2014) Co-housing and intergenerational exchange: exchange of housing equity for personal care assistance in intentional communities. *Working With Older People*, Brighton, 18(2), 75-81. <http://dx.doi.org.ezproxy.usherbrooke.ca/10.1108/WWOP-01-2014-0001>

- Corbière, M., et Larivière, N. (2014). *Méthodes qualitatives, quantitatives et mixtes. Dans la recherche en sciences humaines, sociales et de la santé*. Presses de l'Université du Québec.
- Després, C., Legaré, F., Morales, E., Jones, A., Sandalack, B., Hanson, H., et Blair, L. (2017). Le logement et les soins dans le grand âge : briser les silos. *Gérontologie et société*, 39 (152), 107-124.
- Ducharme, M.-N. (2006). *Les pratiques organisées d'habitation partagée au Québec*. Repéré sur le site de la Société d'habitation du Québec : <http://www.habitation.gouv.qc.ca/fileadmin/internet/publications/0000021248.pdf>
- Dunn, J.R., Hayes, M.V., Hulchanski, J.D., Hwang, S.W. et Potvin, L. (2003). *Évaluation des besoins, des lacunes et des occasions de recherche : le logement, déterminant socio-économique de la santé*.
- Durkheim, E. (1991 [1893]). *De la division du travail social*, Paris, Presses universitaires de France.
- Étude longitudinale canadienne sur le vieillissement. (2018) *Rapport de l'Étude longitudinale canadienne sur le vieillissement (ÉLCV) sur la santé et le vieillissement au Canada, résultats de la collecte de données (2010-2015)*. Repéré à <https://www.clsa-elcv.ca/fr/doc/2661>
- Garon, S., Lavoie, C., Boivin, M. et Veil, A. (2018). Favoriser le développement de l'habitation communautaire pour les aînés en milieu rural québécois Le rôle des intervenants sociaux et en action collective. *Pauvreté et intervention sociale en milieu rural : portrait, bilan et prospective*, 30 (1). <https://doi.org/10.7202/1054260ar>
- Garon, S., Lavoie, C., Lizée, I., O'Bomsawin, M., Vachon Croteau, C. et Veil, A. (2016). *Cahier d'information et de sensibilisation – Habitation pour aînés*. <https://madaquebec.com/wp-content/uploads/2018/10/GuideHabitation.pdf>
- Gascon, M.-H., et Olazabal, I. (2011). Le logement social pour aînés à Montréal, un enjeu de taille. *Diversité urbaine*, (1). <https://doi.org/10.7202/1007748ar>
- Gouvernement du Canada. (2019). *Déterminants sociaux de la santé et inégalités en santé*. <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/promotion-sante/sante-population/est-determine-sante.html>
- Grelley, P. (2016). Contrepoint - Cohabitation intergénérationnelle, le retour. *Informations sociales*, 195(4), 38-38.
- Gouvernement du Québec. (2020). *Stratégie d'action jeunesse 2016-2021*. <http://www4.gouv.qc.ca/fr/Portail/citoyens/programme-service/Pages/Info.aspx?sqctype=sujet&sqcid=1581>

- Holt-Lundstad, J. (2018). Why social relationships are important for physical health: A systems approach to understanding and modifying risk and protection. *Annual Review of Psychology*, 69, 437-458.
<http://dx.doi.org.ezproxy.usherbrooke.ca/10.1146/annurev-psych-122216-011902>
- Fédération des professionnelles et professionnels de l'éducation du Québec. (2020). *Agent ou agente de développement*. <http://www.fppe.ca/nos-professions/services-administratifs/agente-ou-agent-de-developpement/>
- Fonds de recherche Société et culture Québec. (2013). *Appel de proposition, Action concertée « Programme thématique », Le vieillissement de la population au Québec et ses enjeux socioéconomiques et de santé*.
<http://www.frqsc.gouv.qc.ca/documents/11326/449048/vieillissement-population-QC/733f7b05-b22e-4455-a415-3f5a36feafc7>.
- Fortin, M.F. et Gagnon, J. (2016). Fondements et étapes du processus de recherche. *Méthodes quantitatives et qualitatives* (3e édition). Montréal, QC : Chenelière Éducation.
- Institut de la statistique du Québec. (2017). *Le bilan démographique du Québec*.
<http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/population-demographie/bilan2017.pdf>
- Institut de la statistique du Québec. (2018). *Panorama des régions du Québec, Édition 2018*. <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/profils/panorama-regions-2018.pdf>
- Institut du Nouveau Monde. (2018). *Rapport synthèse de la tournée régionale, Conversation publique sur la solidarité et l'équité intergénérationnelles*.
<http://inm.qc.ca/intergenerationnel>
- Institut du Nouveau Monde. (2019). *Cinq chantiers pour un Québec intergénérationnel*.
<https://inm.qc.ca/produit/cinq-chantiers-pour-un-quebec-intergenerationnel/>
- Institut national de santé publique Québec. (2017). *Déterminants de la santé*.
<https://www.inspq.qc.ca/en/node/6330>
- Intergénérations Québec. (2020, 13 avril). *Mission et objectifs*.
<https://www.intergenerationsquebec.org/qui-sommes-nous/mission-et-objectifs>
- Keefe, J., Andrew, M., Fancey, P. et Hall, M. (2006). *Final report : A profile of social isolation in Canada*. Federal, Provincial, Territorial (F/P/T) Working Group on Social Isolation.
- Labit, A. (2016). Habiter en citoyenneté et solidarité pour mieux vieillir. *Gérontologie et société*, 38(149), 141-154.
- Labit, A. et Dubost, N. (2016). Housing and ageing in France and Germany: the intergenerational solution. *Housing, Care and Support; Brighton*, 19(2), 45-54.
<http://dx.doi.org.ezproxy.usherbrooke.ca/10.1108/HCS-08-2016-0007>

- Lavoie, C., Paris, M., Garon, S. et Morin, P. (2016). « Multiplier les modèles d'habitation innovants pour une meilleure santé des aînés et des communautés », *Intervention*, (143), 61-75.
- Le Conseil national des aînés. (2014). *Le Rapport sur l'isolement social des aînés 2013-2014*. https://www.canada.ca/content/dam/nsc-cna/documents/pdf/policy-and-program-development/publications-reports/2014/Rapport_sur_isolement_social_des_a%C3%AEn%C3%A9s.pdf
- MacCallum, J., Palmer, D., Wright, P., Cumming-Potvin, W., Brooker et Tero, C. (2010). Australian Perspectives : Community Building Through Intergenerational Exchange Programs. *Journal of Intergenerational Relationships*, 8(2), 113-127. <https://doi.org/10.1080/15350771003741899>
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (2007). *La santé, autrement dit... Pour espérer vivre plus longtemps et en meilleure santé*. <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/2006/06-245-02.pdf>
- Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2012) *Vieillir et vivre ensemble, Chez soi, dans sa communauté, au Québec*. <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/fichiers/ainee/F-5234-MSSS.pdf>
- Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2020). *Programme Québec ami des aînés – Un nouveau soutien financier en appui au programme Initiatives de travail de milieu auprès des aînés en situation de vulnérabilité*. <https://www.msss.gouv.qc.ca/ministere/salle-de-presse/communiqu-1971/>
- Ministère de la Santé et des Services sociaux. (2020). *L'organisation et ses engagements - Mission et mandats*. <https://www.quebec.ca/gouv/ministere/sante-services-sociaux/mission-et-mandats/>
- Municipalités amies des aînés. (2009) *Favoriser le vieillissement actif au Québec*. <file:///C:/Users/Laila/Documents/Maitrise%20Gerontologie/Articles%20scientifiques/guideMADA-favoriser-le-vieillissement-actif-1.pdf>
- Municipalités (et villes) amies des aînés au Québec. (2018) *Le projet*. <https://madaquebec.com/le-projet/>
- Organisation mondiale de la santé. (2002). *Active ageing: a policy framework*. http://whqlibdoc.who.int/hq/2002/WHO_NMH_NPH_02.8.pdf
- Organisation mondiale de la santé. (2018). *Vieillissement et santé*. <http://www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/ageing-and-health>
- Ouellette, R. et Lecomte, R. (2002). Population vieillissante oblige : formation à l'intention des intervenants en santé et services sociaux. *Reflets*, 8(1), 158–163. <https://doi.org/10.7202/026380ar>

- Puxty, J., Rosenberg, M.W., Carver, L. et Crow, Barbara. (2019). *Rapport sur les besoins en logement des aînés*. Les Ministres fédéral/provinciaux/territoriaux responsables des aînés. <https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/ministere/aines/forum/rapport-besoins-logement-aines.html>
- Némoz, S. (2017). Le devenir de l'habitat intergénérationnel : une revisite socio-anthropologique. *Gérontologie et société*, 39(152), 207-220.
- Richard, L., Barthélémy, L., Tremblay, M. -C., Pin, S. et Gauvin, L. (2013). *Interventions de prévention et promotion de la santé pour les aînés : modèle écologique. Guide d'aide à l'action franco-québécois*. <http://www.pourbienvieillir.fr/sites/default/files/1417.pdf>
- Rondeau, K. et Paillé, P. (2016). L'analyse qualitative pas à pas : gros plan sur le déroulé des opérations analytiques d'une enquête qualitative. *Recherches qualitatives*, 35(1), p. 4-28. - <http://www.recherche-qualitative.qc.ca/revue/>
- Roy, J., Cazale, L., Tremblay, G., Cloutier, R., Lebeau, A., Paré, L. et Sirois-Marcil, J. (2015). Un portrait social et de santé des hommes au Québec : Des défis pour l'intervention. Québec : Masculinités et Société.
- Savoie-Zajc, L. (2004). La recherche qualitative/interprétative en éducation. Dans T. Karsenti, & L. Savoie-Zajc (Éds), *La recherche en éducation : étapes et approches*, p. 147-150
- Secrétariat aux aînés. (2020). Gouvernement du Québec. <http://www4.gouv.qc.ca/fr/Portail/citoyens/programme-service/Pages/Info.aspx?sqctype=mo&sqcid=249>
- Statistique Canada. (2018). *Un portrait des jeunes Canadiens*. <https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/11-631-x/11-631-x2018001-fra.htm>
- Thésaurus de l'activité gouvernementale. (2002). *Fiche du terme - Table de concertation*. <http://www.thesaurus.gouv.qc.ca/tag/terme.do?id=12196>
- Tremblay et coll. (2015). *Perceptions des hommes québécois de leurs besoins psychosociaux et de santé*. Fonds de recherche Société et culture Québec. http://www.frqsc.gouv.qc.ca/documents/11326/448958/PC_TremblayG_rapport_besoins-hommes.pdf/cca08f98-2eb1-4cb1-bc79-06d62581cdd4
- Tuckett, A. G., Banchoff, A. W., Winter, S. J., et King, A. C. (2018). The built environment and older adults: A literature review and an applied approach to engaging older adults in built environment improvements for health. *International Journal of Older People Nursing*, 13(1). <https://doi.org/10.1111/opn.12171>
- Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE). (2019). *Logement Intergénérationnel : sortir de l'exception*. <https://creneupaapa.uqam.ca/wp->

[content/uploads/2019/09/Interge%CC%81ne%CC%81rationnel-Rapport-final_UTILE.pdf](#)

- Venne, M. (2010). *Vers un nouveau contrat social entre les générations*. Le Québec vieillit : une chance ou un problème?
<https://issuu.com/institutdunouveaumonde/docs/centredoc-document-57>
- Walker, A. (2009). Commentary: The emergence and application of active aging in Europe. *Journal of Aging and Social Policy*, 21(1), 75-93.
- Ward, R. A., Spitze, G. D., et Sherman, S. R. (2005). Attraction to Intergenerational Housing on a University Campus. *Journal of Housing for the Elderly*, 19(1), 93-111. https://doi.org/10.1300/J081v19n01_07

Annexe I



Sherbrooke, le 29 mai 2019

Mme Laïla Audette
PROGRAMMES DE FORMATION EN GÉRONTOLOGIE (études)
Université de Sherbrooke

N/Réf. 2019-1943/Audette

Objet : Approbation finale de votre projet de recherche

Madame,

Le Comité d'éthique de la recherche – Lettres et sciences humaines a reçu les clarifications ou les modifications demandées concernant votre projet de recherche intitulé « **Les freins et leviers à la cohabitation intergénérationnelle vécus par les organismes d'habitation partagée au Québec** ».

Les documents suivants ont été analysés :

- Formulaire de réponse aux conditions (F20 - 3142)
- Documents utilisés pour le recrutement (Nagano Invitation à la recherche.docx)
- Projet de recherche (Document descriptif Nagano (1).docx)
- Projet de recherche (Liste de participants potentiels.docx)
- Projet de recherche (Guide d'entrevue.docx)
- Évaluation scientifique (Commentaires Rapport 1.pdf)
- Formulaire de consentement (Formulaire de consentement (Version 2).docx)
- Formulaire d'information et de consentement (Formulaire de consentement (Version 3).docx) [date : 12 avril 2019, version : Version 3]
- Projet de recherche (Document explicatif (version 3).docx) [date : 12 avril 2019, version : Version 3]
- Outil de collecte des données (Guide d'entrevue (version 3).docx) [date : 16 avril 2019, version : Version 3]

Le comité a le plaisir de vous informer que votre projet de recherche a été **approuvé**.

Cette approbation étant **valide jusqu'au 30 mai 2020**, il est de votre responsabilité de remplir le formulaire de suivi (formulaire F5-LSH) que nous vous ferons parvenir annuellement. Il est également de votre responsabilité d'aviser le comité de toute modification au projet de recherche (formulaire F4-LSH) ou de la fin de votre projet (formulaire F6-LSH). Ces deux derniers formulaires sont disponibles dans Nagano.

Le comité vous remercie d'avoir soumis votre demande d'approbation à son attention et vous souhaite, Madame, le plus grand succès dans la réalisation de cette recherche.

M. Olivier Laverdière
Président du CÉR - Lettres et sciences humaines
Professeur au département de psychologie
Faculté des lettres et sciences humaines

c. c. Vice-décanat à la recherche
Directeur ou directrice de recherche (le cas échéant)
Service d'appui à la recherche, à l'innovation et à la création (le cas échéant)

Annexe II

Guide d'entrevue semi-dirigée

Les leviers et les freins à la cohabitation intergénérationnelle vécus par les organismes d'habitation partagée au Québec

Thème 1 : informations sur les organismes

1. Pouvez-vous décrire la mission de l'organisme?
2. Comment l'organisme se fait-il connaître de votre communauté?
3. Quels besoins avez-vous identifiés dans votre communauté en lien avec la mission de l'organisme?
4. Quelle est la population cible de votre organisme?
5. Depuis combien de temps l'organisme offre-t-il des services en habitation partagée?
6. Quel type de suivi l'organisme offre une fois la cohabitation établie?
7. Est-ce que l'organisme offre d'autres types de services (ex. : aide au déménagement)?
8. Est-ce que l'organisme a des partenaires (locaux, municipaux, gouvernementaux)?
9. Des données connues en recherche démontrent que 85 % des aînés souhaitent continuer à habiter chez eux, quel rôle ont les organismes d'habitation partagée envers cet enjeu?

Thème 2 : la cohabitation intergénérationnelle

10. Quelle est votre perception sur les enjeux intergénérationnels au niveau de l'habitation?
11. Faites-vous des jumelages intergénérationnels? (Si la réponse est non, veuillez répondre à la prochaine question)
12. Avez-vous déjà essayé d'implanter ce type de service?
13. Quels sont les différents éléments qui vous font croire que la cohabitation intergénérationnelle répond aux besoins des personnes jumelées (aînés et plus jeunes personnes)?
14. Croyez-vous que la cohabitation intergénérationnelle est connue au Québec?

Thème 3 : Leviers la cohabitation intergénérationnelle

15. De quels facilitateurs l'organisme bénéficie-t-il dans la mise en œuvre du service d'habitation partagée :

- Sur le plan de l'instauration de l'organisme dans la communauté;
- Sur le plan des ressources (financières et matérielles);
- Sur le plan des individus ciblés par vos services.

16. Voyez-vous d'autres éléments pouvant être considérés comme des facilitateurs?

Thème 4 : Freins à la cohabitation intergénérationnelle

17. Quels obstacles est-ce que l'organisme a rencontrés dans la mise en œuvre du service d'habitation partagée :

- Sur le plan de l'instauration de l'organisme dans la communauté;
- Sur le plan des ressources (financières et matérielles);
- Sur le plan des individus ciblés par vos services.

18. Voyez-vous d'autres éléments pouvant être considérés comme des freins?

Thème 5 : recommandations

19. Selon vous, qu'est-ce qui pourrait être fait pour améliorer les pratiques en matière d'habitation partagée?

20. Quelles recommandations avez-vous quant aux instances publiques pour favoriser les missions d'organismes d'habitation partagées?

21. Au cours de l'entrevue, nous avons abordé plusieurs thèmes, avez-vous autre chose à dire ou à ajouter?

Annexe III

FORMULAIRE D'INFORMATION ET DE CONSENTEMENT Directeurs ou/directrices d'organisme et/responsables de projet

Vous êtes invité(e) et invitée à participer à un projet de recherche. Le présent document vous renseigne sur les modalités de ce projet de recherche. S'il y a des mots ou des paragraphes que vous ne comprenez pas, n'hésitez pas à poser des questions. Pour participer à ce projet de recherche, vous devrez signer à la fin de ce document et nous vous en remettrons une copie signée et datée. Prenez tout le temps nécessaire pour prendre votre décision.

Titre du projet de recherche

Les leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle vécus par les organismes d'habitation partagée au Québec.

Personnes responsables du projet de recherche

Cette recherche est réalisée dans le cadre du projet de mémoire de madame Laila Audette (étudiante responsable du projet de recherche), candidate à la maîtrise en gérontologie à l'Université de Sherbrooke. Il est possible de communiquer avec elle au 438 -870-8184 ou à l'adresse électronique suivante : laila.audette@usherbrooke.ca.

Madame Audette est dirigée dans sa recherche par la Professeure Suzanne Garon, Ph.D., laquelle est professeure titulaire à l'École de travail social (Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke) et à la tête de l'équipe de recherche Villes amies des aînés. Elle est chercheuse au Centre de recherche sur le vieillissement (CDRV) du CIUSSS de l'Estrée - CHUS. Il est possible de communiquer avec elle au 819 780-2220, poste 45145, ou à Suzanne.suzanne.garon@USherbrooke.ca.

Objectifs du projet de recherche

Les objectifs de cette recherche qualitative descriptive sont de réaliser une description détaillée du contexte dans lequel les organismes de cohabitation intergénérationnelle opèrent et d'explorer les leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle vécus par les organismes d'habitation partagée

Raison et nature de la participation

Votre participation sera requise pour une entrevue semi-dirigée d'environ 45 à 60 minutes. Le nom de la personne participante et sa fonction au sein de l'organisme seront demandés au début de l'entrevue comme information au dossier de recherche. Cette rencontre aura lieu au bureau de votre organisme, ou ailleurs selon votre convenance, en fonction de vos disponibilités. Selon la localisation sur le territoire québécois de votre organisme, une entrevue par Skype (logiciel permettant des appels en visioconférence) sera considérée si vous êtes à l'aise avec cette

technologie. Lors des entrevues, un enregistrement audio à l'aide d'une application d'enregistrement sur un téléphone cellulaire est nécessaire afin de collecter les données. Veuillez prendre en considération que le refus d'être enregistré constitue un motif d'exclusion à cette recherche.

Consentement à l'enregistrement audio de l'enregistrement

Oui ☐

Non ☐

Initiales du participant : _____

Consentez-vous également à l'utilisation secondaire des verbatim ~~sanon~~anonymisés?

Oui ☐

Non ☐

Initiales du participant : _____

Consentement par communication Skype

Si vous avez convenu avec l'étudiante responsable du projet que votre entrevue se ferait par communication Skype, ces prochaines mesures seront prises pour assurer votre consentement. Avant le début de l'enregistrement de l'entrevue, un temps sera prévu pour donner des explications sur le déroulement du projet de recherche, pour lire le formulaire de consentement (préalablement envoyé par courriel) et pour répondre à vos questions. L'enregistrement débutera en vous demandant de confirmer que des explications vous ont été données, que la chercheuse a répondu à toutes vos questions et que vous consentez à participer au projet de recherche.

À remplir par l'étudiante responsable du projet :

Est-ce que la personne participante a émis son consentement oral quant à l'enregistrement audio de l'entrevue?

Oui ☐

Non ☐ Initiales de l'étudiante responsable : _____

Avantages pouvant découler de la participation

Votre participation à ce projet de recherche vous permettra de partager votre expérience en tant que directeur, directrice ou responsable d'un type d'habitation encore peu connu au Québec. En effet, cette recherche permettra l'avancement des connaissances quant aux leviers et freins à la cohabitation intergénérationnelle au Québec. Les organismes pourront bénéficier des résultats de cette recherche.

Inconvénients et risques pouvant découler de la participation

Votre participation à la recherche ne devrait pas comporter d'inconvénients significatifs, si ce n'est le fait de donner de votre temps à la recherche.

Participation volontaire et possibilité de retrait

Votre participation à ce projet de recherche est volontaire. Vous êtes donc libre de refuser d'y participer. Vous pouvez également vous retirer de ce projet à n'importe quel moment, sans avoir à donner de raison, en informant l'équipe de recherche.

Advenant que vous vous retiriez de l'étude, demandez-vous que les documents audio ou écrits vous concernant soient détruits?

Oui ☐

Non ☐

Initiales du participant : _____

Il vous sera toujours possible de revenir sur votre décision. Le cas échéant, le chercheur ou la chercheuse vous demandera explicitement si vous désirez la modifier.

Confidentialité, partage, surveillance et publications

Durant votre participation à ce projet de recherche, l'étudiante responsable du projet recueillera dans un dossier de recherche les renseignements concernant l'organisme pour répondre aux objectifs scientifiques de ce projet de recherche. Ces documents seront conservés sous clé au Centre de recherche sur le vieillissement à Sherbrooke.

Tous les renseignements recueillis au cours du projet de recherche demeureront strictement confidentiels dans les limites prévues par la loi. L'enregistrement audio des entrevues sera conservé jusqu'à la fin de la réalisation des verbatim. L'enregistrement de votre entrevue et votre identité seront identifiés par différents codes. Suite à la transcription, les enregistrements audio seront détruits. La clé du code reliant votre nom à votre dossier de recherche sera connue par l'étudiante responsable de ce projet de recherche ainsi que par sa directrice de recherche.

Les noms des directeurs et directrices d'organismes et responsables de programmes ne seront pas mentionnés dans la recherche, mais les noms des organismes seront inscrits pour avoir des informations sur l'échantillon de cette recherche. Ainsi, la confidentialité de votre participation à ce projet de recherche ne peut être assurée puisque le nom des organismes participants sera mentionné dans le mémoire de l'étudiante responsable du projet, et seule la confidentialité des propos tenus lors de l'entrevue sera garantie.

Les données recueillies seront conservées au Centre de recherche sur le vieillissement à Sherbrooke, sous clé, pendant au moins sept ans par la chercheuse ou le chercheur responsable aux fins exclusives du présent projet de recherche puis détruites.

Les données de recherche seront publiées dans un mémoire ou pourront faire l'objet de discussions scientifiques.

À des fins de surveillance et de contrôle, votre dossier de recherche pourrait être consulté par une personne mandatée par des organismes réglementaires, des représentants de l'établissement ou du comité d'éthique de la recherche. Ces personnes et ces organismes adhèrent à une politique de confidentialité.

Vous avez le droit de consulter votre dossier de recherche pour vérifier les renseignements recueillis et les faire rectifier au besoin.

Résultats de la recherche

Si vous souhaitez obtenir un résumé des résultats généraux de la recherche, veuillez indiquer une adresse où nous pourrions vous le faire parvenir :

Adresse électronique : _____

Adresse postale dans le cas où vous n'avez pas d'adresse électronique : _____

Coordonnées de personnes-ressources

Si vous avez des questions ou éprouvez des problèmes liés au projet de recherche, ou si vous souhaitez vous en retirer, vous pouvez communiquer avec l'étudiante responsable du projet, Madame Laila Audette, au numéro suivant : 438 -870-8184 ou à l'adresse électronique suivante : laila.audette@usherbrooke.ca

Approbation par le comité d'éthique de la recherche

Le Comité d'éthique de la recherche - Lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke a approuvé ce projet de recherche et en assurera le suivi. Pour toute question concernant vos droits en tant que participant à ce projet de recherche ou si vous avez des commentaires à formuler, vous pouvez communiquer avec ce comité au numéro de téléphone 819 -821-8000, poste 62644 (ou sans frais au 1 800 267-8337) ou à l'adresse courriel cer_lsh@USherbrooke.ca.

Signature de la personne participante

J'ai pris connaissance du formulaire d'information et de consentement. On m'a expliqué le projet de recherche et le présent formulaire d'information et de consentement. On a répondu à mes questions et on m'a laissé le temps voulu pour prendre une décision. Après réflexion, je consens à participer à ce projet de recherche aux conditions qui y sont énoncées.

Nom de la personne participante

Signature

Date

Consentement par communication Skype**À remplir par l'étudiante responsable du projet :**

Est-ce que la personne participante a émis son consentement oral quant à la participation à la recherche?

Oui ☐Non ☐ Initiales de l'étudiante responsable : _____**Engagement de l'étudiante responsable du projet de recherche**

Je certifie que j'ai expliqué à la personne participante le présent formulaire d'information et de consentement, que j'ai répondu aux questions qu'elle avait.

Je m'engage à respecter ce qui a été convenu au formulaire d'information et de consentement et à en remettre une copie signée et datée à la personne participante.

Laila Audette, étudiante responsable du projet

Signature

Date